

## ACCORD-CADRE MULTI-ATTRIBUTAIRES DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Appel d'offre ouvert en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2 du Code de la Commande Publique

Référence marché : 251031

**PRESTATIONS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE DANS LE CADRE D'OPÉRATIONS DE TRAVAUX ET D'ÉTUDES, POUR  
L'ENSEMBLE DES ÉTABLISSEMENTS ET DES SITES DU GHT CŒUR D'OCCITANIE**

Pour le GHT Cœur d'Occitanie, Alexandre Fritsch, Pouvoir adjudicateur, Directeur du CH d'Albi,  
Centre Hospitalier d'Albi  
22 boulevard Sibille  
81000 Albi

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières comporte 63 pages.

**DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES : MARDI 30 SEPTEMBRE 2025 À 12H00**

## TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITION GÉNÉRALES.....	6
1.1. OBJET DU MARCHÉ.....	6
1.2. NATURE DES PRESTATIONS.....	6
1.3. ARTICULATION DES DIFFÉRENTES PRESTATIONS.....	7
1.4. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE.....	8
1.5. DÉCOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE.....	8
1.5.1 Périodicité.....	8
1.5.2 Titulaires.....	8
1.5.3 Exclusivité.....	8
1.5.4 Montants.....	9
1.5.5 Phases.....	9
1.6. FORME ET DURÉE DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS À L'ACCORD-CADRE.....	9
1.7. REPRÉSENTANT DU TITULAIRE, COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE.....	9
1.7.1 Responsable chargé de représenter le titulaire.....	9
1.7.2 Cotraitants.....	10
1.8. SOUS-TRAITANCE.....	10
1.9. AUTRES INTERVENANTS.....	11
1.9.1 Contrôle technique.....	11
1.9.2 Ordonnancement, Pilotage, Coordination (OPC).....	12
1.9.3 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.....	12
1.10. MODE DE DÉVOLUTION DES TRAVAUX.....	14
1.11. DÉMATÉRIALISATION DES FACTURATIONS – SERVICE EDIFLEX.....	14
1.11.1 Objectifs du service EDIFLEX.....	14
1.11.2 Parties concernées.....	15
1.11.3 Rôle des abonnés.....	15
1.11.4 Dates de saisie des données.....	16
1.11.5 Gestion électronique et archivage des informations sur le serveur.....	16
1.11.6 Ouverture et fermeture du service.....	16
1.11.7 Codes d'accès et Formations.....	16
1.11.8 Rôle de la société A-E-O.....	17
1.11.9 Rôle de la société EPICTURE.....	17
1.11.10 Terminal d'accès au service.....	18
1.11.11 Conditions générales d'utilisation du service.....	18
1.11.12 Convention sur la preuve.....	19
1.11.13 Contrat de licence et de prestations de service.....	19

1.11.14 Tarification du service .....	20
1.11.15 Conditions générales.....	20
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....	20
2.1. TVA.....	21
ARTICLE 3. PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES.....	22
3.1. FORFAIT DE RÉMUNÉRATION .....	22
3.1.1. Modalités de fixation du forfait de rémunération pour la mission de base .....	22
3.2. DISPOSITIONS DIVERSES.....	23
3.3. PRIX .....	23
3.3.1 Forme du prix.....	23
3.3.2 Mois d'établissement du prix du marché .....	24
3.3.3 Choix de l'index de référence .....	24
3.3.4 Prix ferme.....	24
3.4. MODALITÉS DE RÉVISION DES PRIX.....	24
3.5. REMISE EN CONCURRENCE DES TITULAIRES DE L'ACCORD-CADRE.....	25
3.6. APPRÉCIATION DES OFFRES DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS.....	25
3.7. ATTRIBUTION DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS.....	26
3.8. DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	26
3.9. DURÉE D'EXÉCUTION.....	27
3.10. MARCHÉS COMPLÉMENTAIRES ET/OU DE PRESTATIONS SIMILAIRES, AVENANTS .....	27
3.11. RÈGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE .....	27
3.11.1. Avances .....	27
3.11.2. Acomptes.....	28
3.11.3. Esquisse .....	28
3.11.4 Pour l'établissement des documents d'études DIAG, APS et PRO.....	28
3.11.5 Pour l'établissement des documents d'études APD.....	28
3.11.6 Pour l'exécution de prestations ACT et VISA.....	29
3.11.7 Pour l'exécution des prestations de contrôle d'exécution (DET et AOR) .....	29
3.11.8 Pour l'exécution des missions complémentaires .....	30
3.11.9 Rémunération des éléments.....	31
3.11.10 Montant de l'acompte.....	31
3.11.11 Solde.....	33
3.11.12 Décompte final.....	33
3.11.13 Décompte général - État du solde.....	33
3.11.14 Délais de règlement .....	34
3.11.15 Répartition des paiements.....	34
ARTICLE 4. DÉLAIS – PÉNALITÉS POUR RETARD .....	34
4.1. PHASE « ÉTUDES » .....	34

4.1.1	Délais d'établissement des documents d'études .....	34
4.1.2	Réception des documents d'études.....	35
4.2.	PHASE « TRAVAUX ».....	37
4.2.1	Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs .....	37
4.2.2	Délai de vérification.....	38
4.2.3	Pénalités pour retard.....	38
4.3.	VÉRIFICATION DU PROJET DE DÉCOMPTE FINAL DE L'ENTREPRENEUR .....	38
4.3.1	Délai de vérification.....	39
4.3.2	Pénalités pour retard.....	39
4.4.	OPÉRATIONS PRÉALABLES À LA RÉCEPTION (OPR) .....	39
4.5.	VÉRIFICATION DES TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES, MODIFICATIFS, DEVIS ÉTABLIS PAR LES ENTREPRISES (DEVIS SPONTANÉS OU ÉTABLIS À LA SUITE DE FICHES DE TRAVAUX MODIFICATIFS) ET ÉTABLISSEMENT DES FICHES DE TRAVAUX MODIFICATIFS (Y COMPRIS CHIFFRAGE) .....	41
4.6.	INSTRUCTION DES MÉMOIRES DE RÉCLAMATION .....	42
4.6.1	Délai d'instruction.....	42
4.6.2	Pénalités pour retard .....	42
4.7.	PÉNALITÉS DE RETARD APPLICABLES À LA MAÎTRISE D'ŒUVRE EN CAS DE RETARD DANS L'EXÉCUTION DE SES PRESTATIONS .....	42
4.7.1	Éléments missions de base .....	43
4.7.2	Pénalités pour retard Mission CSSI.....	45
4.7.3	Pénalités de retard pour mission OCP.....	46
4.7.4	Pénalités pour retard de remise de documents .....	46
4.7.5	Pénalités pour absence aux réunions.....	46
4.8.	AUTRES PÉNALITÉS .....	47
4.8.1	Non-respect des délais d'exécution des travaux .....	47
4.8.2	Non-respect de la qualité .....	47
ARTICLE 5. EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE JUSQU'À LA PASSATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX.....		47
5.1.	COÛT PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX.....	47
5.2.	MODIFICATIONS DU PROJET OU DU COÛT EN PHASE ÉTUDES.....	49
5.3.	CONDITIONS ÉCONOMIQUES DE L'ÉTABLISSEMENT .....	50
5.4.	TOLÉRANCE SUR LE COÛT PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX.....	50
5.5.	SEUIL DE TOLÉRANCE.....	50
5.6.	MODIFICATIONS DE PROGRAMME ET INCIDENCE SUR LE FORFAIT DE RÉMUNÉRATION .....	50
5.7.	COÛT DE RÉFÉRENCE DES TRAVAUX.....	51
ARTICLE 6. EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE, APRÈS PASSATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX .....		52
6.1.	COÛT DE RÉALISATION DES TRAVAUX .....	52
6.2.	CONDITIONS ÉCONOMIQUES D'ÉTABLISSEMENT .....	52
6.3.	TOLÉRANCE SUR LE COÛT DE RÉALISATION DES TRAVAUX .....	52

6.4.	SEUIL DE TOLÉRANCE SUR LE COÛT DE RÉALISATION DES TRAVAUX .....	52
6.5.	COMPARAISON ENTRE COÛT CONSTATÉ ET SEUIL DE TOLÉRANCE .....	52
6.6.	PÉNALITÉS POUR DÉPASSEMENT DU SEUIL DE TOLÉRANCE .....	53
6.7.	MODIFICATIONS DU PROJET OU DU COÛT EN PHASE TRAVAUX .....	53
6.8.	MESURES CONSERVATOIRES .....	55
6.9.	ORDRES DE SERVICE DES TRAVAUX.....	55
6.10.	PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL.....	56
6.11.	SUIVI DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	56
6.12.	UTILISATION DES RÉSULTATS .....	57
6.13.	ARRÊT DE L'EXÉCUTION DE LA PRESTATION .....	57
6.14.	ACHÈVEMENT DE LA MISSION .....	57
6.15.	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	57
6.16.	CLAUDE ENVIRONNEMENTALE.....	58
ARTICLE 7. RÉSILIATION DU MARCHÉ – CLAUSES DIVERSES .....		58
7.1.	RÉSILIATION DU MARCHÉ .....	58
7.2.	RÉSILIATION DU FAIT DU MAÎTRE D'OUVRAGE.....	58
7.3.	RÉSILIATION DU MARCHÉ AUX TORTS DU MAÎTRE D'ŒUVRE OU CAS PARTICULIERS .....	58
7.4.	CONSÉQUENCES DE LA RÉSILIATION.....	58
7.5.	EXÉCUTION PAR DÉFAUT .....	59
7.6.	ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS .....	59
7.7.	REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	59
7.8.	ASSURANCES.....	60
7.8.1	Polices éventuellement souscrites par le maître d'ouvrage .....	60
7.9.	GARANTIE D'ASSURANCE DES INTERVENANTS .....	60
7.9.1	Responsabilité Civile (en cours de chantier, professionnelle et après livraison).....	61
7.9.2	Responsabilité Décennale .....	61
7.10.	ATTESTATION D'ASSURANCE .....	61
7.11.	ABSENCE OU INSUFFISANCE DE GARANTIE .....	62
7.12.	PROBITÉ.....	62
7.13.	RÈGLEMENT DES LITIGES .....	62
ARTICLE 8. CLAUSES COMPLÉMENTAIRES .....		62
8.1.	CONDUITE DES PRESTATIONS DANS UN GROUPEMENT.....	62
8.2.	SAISIE-ATTRIBUTION.....	62
8.3.	PROTECTION DES DONNÉES ET CONFIDENTIALITÉ.....	62
ARTICLE 9. DÉROGATIONS AUX CCAG.....		63

## ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITION GÉNÉRALES

---

### 1.1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent accord-cadre multi-attributaires porte sur des missions de maîtrise d'œuvre relatives à des opérations de construction, extension, rénovation, réhabilitation, réutilisation ou démolition d'ouvrages de bâtiment ou d'infrastructure, ainsi qu'à des études associées.

L'accord-cadre est conclu en application des dispositions du Code de la commande publique, par le pouvoir adjudicateur précisé en page de garde pour les établissements du GHT Cœur d'Occitanie :

- Centre Hospitalier d'Albi
- Centre Hospitalier Intercommunal Castres-Mazamet
- Centre Hospitalier de Graulhet
- Centre Hospitalier de Gaillac
- Centre Hospitalier de Saint-Pons-de-Thomières
- Centre Hospitalier de Revel
- EHPAD de Rabastens

Il concerne l'ensemble des sites relevant de ces établissements, ainsi que ceux des établissements qui pourraient rejoindre le GHT durant la période d'exécution de l'accord-cadre.

**Sont exclues du présent accord-cadre les opérations nécessitant l'organisation d'un concours de maîtrise d'œuvre, conformément aux dispositions de l'article L. 2122-1 du Code de la commande publique.**

Dans le présent CCAP, le terme « pouvoir adjudicateur » désigne le Groupement Hospitalier de Territoire Cœur d'Occitanie, représenté par l'établissement support signataire du marché.

Toutefois, lorsque les stipulations concernent l'exécution des prestations réalisées au profit d'un établissement bénéficiaire, les droits et obligations mentionnés comme relevant du « pouvoir adjudicateur » s'entendent, le cas échéant, comme désignant ledit établissement bénéficiaire pour les seuls besoins de l'exécution du marché.

### 1.2. NATURE DES PRESTATIONS

Les prestations susceptibles d'être exécutées dans le cadre du présent accord-cadre comprennent notamment :

- **Élément Diagnostic.**
- **Missions de base** telles que à l'article 7 de la Loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 (Loi MOP) relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, comprenant :
  - Études d'Avant-Projet Sommaire (APS) et d'Avant-Projet Définitif (APD)
  - Études de projet (PRO)
  - Études d'exécution (EXE) et de synthèse, ou examen de leur conformité au projet et visa (VISA)
  - Assistance pour la passation des Contrats de Travaux (ACT)
  - Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)
  - Assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement (AOR).

- **Élément Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)**, exécuté seul (qu'il soit lié ou non à une mission loi MOP).
- **Mission de Coordination du Système de Sécurité Incendie (CSSI)**, réalisée seule (liée ou pas à une mission loi MOP).
- **Éléments complémentaires :**
  - Études techniques spécifiques : structure, thermique réglementaire, électricité, sécurité incendie, etc.
  - Études de faisabilité.
  - Synthèse technique générale.
  - Gestion de l'interface équipements-bâtiment.
  - Définition et choix des équipements mobiliers.
  - Assistance à la mise en exploitation du bâtiment et à l'optimisation de la conduite des installations techniques.
  - Études relatives à l'énergie et aux installations techniques.

### 1.3. ARTICULATION DES DIFFÉRENTES PRESTATIONS

À l'occasion des remises en concurrence, le maître d'ouvrage pourra commander :

- Soit une mission complémentaire pouvant être demandée indépendamment d'une mission de base (DIAG, OPC, CSSI, études techniques, etc.).
- Soit une mission de base au sens de la loi MOP (APS, APD, PRO, ACT, VISA/EXE, DET, AOR).
- Soit une mission de base complétée par des éléments complémentaires (DIAG, OPC, ou d'autres prestations spécifiques).
- Soit une étude spécifique ponctuelle.
- Selon la nature de l'opération, certains marchés subséquents pourront concerner uniquement un membre spécialiste du groupement.

*Exemple : un diagnostic électrique sur un TGBT sans enjeu architectural ne mobilisera que le cotraitant bureau d'études Technique (BET) électriques.*

Dans l'hypothèse où une mission de base est confiée au maître d'œuvre :

Les études de structure et les études thermiques éventuellement nécessaires sont réputées incluses dans la mission de base et ne donneront pas lieu à un chiffrage séparé.

De même, la mission de « Synthèse » sera réputée incluse dans la mission de base (élément EXE/VISA), conformément aux textes réglementaires définissant les missions de la maîtrise d'œuvre, sauf demande expresse du maître d'ouvrage visant à une valorisation et un chiffrage séparé de cet élément, notamment dans le cadre d'opérations complexes nécessitant la mise en place d'une cellule de synthèse renforcée.

La mission de maîtrise d'œuvre confiée dans le cadre du présent marché est régie par les dispositions du Code de la commande publique, notamment :

- Les articles R. 2431-1 à R. 2431-31 relatifs aux marchés publics de maîtrise d'œuvre pour les opérations de construction.
- L'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre dans les marchés publics de maîtrise d'œuvre (annexe 20 du Code de la commande

publique), précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

Ces textes se substituent au décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993, abrogé par le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 lors de la codification du droit de la commande publique.

Pour les ouvrages d'infrastructure, la mission de base pourra être confiée partiellement au prestataire, en fonction des besoins identifiés.

Les prestations attendues au titre de ces éléments seront précisées et complétées, le cas échéant, dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

#### **1.4. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE**

Le présent accord-cadre prendra effet à compter de sa date de notification et est conclu pour une durée de quatre (4) ans.

En toute hypothèse, les marchés subséquents devront être notifiés pendant la période de validité de l'accord-cadre, conformément à l'article R.2162-7 du Code de la commande publique.

Le cas échéant, l'exécution d'un marché subséquent pourra se poursuivre au-delà de la durée de validité de l'accord-cadre, notamment jusqu'à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement, sous réserve du respect de l'obligation de remise en concurrence.

#### **1.5. DÉCOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE**

##### **1.5.1 Périodicité**

La remise en concurrence des titulaires sera organisée en fonction de la survenance effective des besoins du maître d'ouvrage.

##### **1.5.2 Titulaires**

Afin de garantir un équilibre entre les exigences des procédures d'achat et la préservation d'une concurrence effective entre les titulaires, le pouvoir adjudicateur contractualisera avec un **maximum** de deux (2) groupements de maîtrise d'œuvre, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres lors de la mise en concurrence en vue de l'attribution de l'accord-cadre. Ce nombre pourra être adapté en cas d'insuffisance d'offres recevables.

##### **1.5.3 Exclusivité**

L'accord-cadre constitue un système fermé pendant toute sa durée d'exécution. Ainsi, une fois l'accord-cadre conclu, aucun opérateur économique supplémentaire ne pourra y adhérer. Seuls les titulaires de l'accord-cadre pourront se voir attribuer des marchés subséquents.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de déroger à ce principe d'exclusivité dans les cas suivants :

- Pour des opérations techniques spécifiques, nécessitant des compétences particulières non prévues initialement dans l'accord-cadre.
- Pour des missions OPC (Ordonnancement, Pilotage et Coordination) ou CSSI (Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé) réalisées seules.



#### 1.5.4 Montants

Le présent accord-cadre est conclu pour un montant maximum global de dix (10) millions d'euros hors taxes (HT), conformément à l'article R.2162-4 du Code de la commande publique.

#### 1.5.5 Phases

L'accord-cadre ne fait pas l'objet d'une décomposition en phases.

### **1.6. FORME ET DURÉE DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS À L'ACCORD-CADRE**

Les marchés subséquents sont des marchés ordinaires conclus pour une durée précisée dans chacun d'eux. Cette durée correspond à la période nécessaire à l'exécution complète de la mission confiée, incluant la phase d'études, les travaux, la réception et la période de garantie de parfait achèvement telle que définie à l'article 44 du CCAG Travaux applicable.

La mission du titulaire prend fin à l'issue de la période de "Garantie de parfait achèvement", ou après prolongation de cette période si les réserves émises lors de la réception ne sont pas toutes levées, ou en cas de vices de construction, imperfections ou malfaçons signalés par le maître d'ouvrage et non corrigés dans ce délai. Dans cette hypothèse, la fin de mission intervient lors de la levée de la dernière réserve constatée.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision formelle, établie sur demande du titulaire, par le maître d'ouvrage, après une visite de contrôle des ouvrages en fin de période de garantie conformément à l'article 21 du CCAG-MOE, constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations contractuelles.

### **1.7. REPRÉSENTANT DU TITULAIRE, COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE**

#### 1.7.1 Responsable chargé de représenter le titulaire

Le titulaire d'un marché subséquent désigne au maître d'ouvrage un responsable en charge du pilotage et de l'animation de l'équipe de projet. Cette personne, désignée nominativement, est l'interlocuteur privilégié du maître d'ouvrage et, à ce titre, doit faire preuve d'une disponibilité et d'une réactivité maximales. Elle assure, de l'ouverture à la clôture de la mission, l'exécution du marché, la coordination effective des prestations, la qualité des livrables ainsi que le suivi financier. Elle garantit également la cohérence des prestations et des documents remis au maître d'ouvrage.

Le titulaire est tenu d'assister à toutes les réunions organisées par le maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander le remplacement du responsable, avant ou pendant son intervention, en cas d'insuffisance ou de manquement avéré dans ses fonctions vis-à-vis du Centre Hospitalier.

Toute substitution devra être notifiée par courriel au moins quinze (15) jours francs avant la date prévue de son remplacement. Le nouveau responsable proposé devra présenter un niveau de compétences au moins équivalent à celui du titulaire initialement désigné. Afin de permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les qualifications du remplaçant, le titulaire joindra le curriculum vitae du remplaçant à sa demande. La substitution ne pourra être effective qu'après validation par l'établissement bénéficiaire, qui dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la réception des justificatifs pour statuer.

En l'absence de désignation d'un nouveau responsable ou en cas de refus motivé par l'établissement, le maître d'ouvrage pourra prononcer la résiliation du marché, conformément aux dispositions de l'article R2194-5 du Code de la commande publique relatives aux résiliations pour motif d'intérêt général.

## 1.7.2 Cotraitants

### 1.7.2.1 Groupement de Maîtrise d'œuvre

Le groupement peut être solidaire ou conjoint. Il est conjoint lorsque chacun des prestataires, membre du groupement, n'est engagé que pour la partie du marché qu'il exécute. Il est solidaire lorsque chacun des prestataires est engagé financièrement, conformément à l'article R. 2142-20 du Code de la commande publique, pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires.

En cas de défaillance d'un des membres du groupement, le mandataire doit proposer un remplaçant disposant d'une expérience et qualification similaires. À défaut, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché sans indemnité.

La nature du groupement est précisée à l'acte d'engagement de l'accord-cadre. En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est réputé solidaire vis-à-vis du maître d'ouvrage des obligations du groupement.

L'acte d'engagement (AE) des marchés subséquents précise également les personnes habilitées à représenter chaque composante du groupement selon les principales phases du contrat.

Les groupements d'entreprises référencés dans l'accord-cadre ne pourront, sauf cas de défaillance d'un des membres acceptés par le pouvoir adjudicateur, modifier leur composition ou leur forme lors des remises en concurrence.

### 1.7.2.2. Mandataire

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'Acte d'Engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du maître d'ouvrage et coordonne les prestations des membres du groupement.

**Par dérogation à l'article 3.5 du CCAG-MOE**, dans le cas particulier où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y conformer. Si cette mise en demeure reste sans effet, le représentant du maître d'ouvrage invite les prestataires groupés à désigner, dans un délai de quinze (15) jours calendaires, un autre mandataire parmi les autres membres du groupement. Cette substitution fera l'objet d'un avenant.

Concernant les pénalités, celles-ci sont réparties entre les cotraitants selon les indications du mandataire. Dans l'attente ou à défaut de ces indications, les pénalités sont retenues intégralement sur le montant dû au mandataire, sans engager la responsabilité du maître d'ouvrage.

## 1.8. SOUS-TRAITANCE

Conformément aux articles L.2193-1 et suivants du Code de la commande publique et à l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, modifiée par l'article 107 de la loi n°2012-387 du 22 mars 2012, l'architecte ne peut ni donner ni recevoir en sous-traitance les missions de conception architecturale relevant de sa responsabilité.

Lorsque le titulaire, ou un membre du groupement titulaire le cas échéant, envisage de sous-traiter une partie de sa mission après attribution du marché, il doit préalablement obtenir du maître d'ouvrage l'acceptation du sous-traitant ainsi que l'agrément de ses conditions de paiement, conformément à la loi n°75-1334 du 31

décembre 1975 relative à la sous-traitance et aux articles L.2193-1 à L.2193-4 et R.2193-1 à R.2193-13 du Code de la commande publique.

À cet effet, le titulaire doit transmettre au représentant du pouvoir adjudicateur une déclaration comportant les informations suivantes :

- a) La nature des prestations sous-traitées.
- b) Le nom, la raison ou dénomination sociale, ainsi que l'adresse du sous-traitant proposé.
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant (obligatoire uniquement si ce montant est supérieur à 600 € hors taxes, conformément à l'article R.2193-10 du Code de la commande publique).
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance, y compris les modalités éventuelles de variation des prix (révision, actualisation, ...) applicables.
- e) Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant, justifiées par les mêmes pièces que celles exigées du titulaire lors de la consultation ayant conduit à la conclusion du présent marché.

Le titulaire doit également fournir une déclaration du sous-traitant attestant qu'il n'est pas frappé d'interdiction d'accès aux marchés publics.

Par ailleurs, le titulaire garantit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant soit l'exemplaire unique ou certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou mainlevée du bénéficiaire de la cession ou nantissement des créances.

Le silence du pouvoir adjudicateur pendant une période vingt-et-un (21) jours calendaires à compter de la réception des documents vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un acte spécial signé des deux parties.

En cas de groupement, la demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement doit être présentée et signée par le mandataire, et porter également la signature du membre du groupement qui sous-traite.

Toute modification des prestations sous-traitées et de leur montant doit impérativement faire l'objet d'une modification de l'acte spécial, conformément aux dispositions de l'article R. 2193-8 du Code de la commande publique. À défaut, la modification est inopposable au pouvoir adjudicateur.

## **1.9. AUTRES INTERVENANTS**

### **1.9.1 Contrôle technique**

Pour l'exécution des projets, le maître d'ouvrage désigne, si nécessaire, un contrôleur technique agréé chargé du contrôle des aléas définis par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999. Les missions du contrôleur technique retenues dans le cadre de l'opération sont précisées dans le programme préliminaire.

Le nom du bureau de contrôle sera communiqué au maître d'œuvre dès désignation.

Le maître d'œuvre prend en compte, à ses frais, toutes les observations et réserves du contrôleur technique notifiées par le maître d'ouvrage pour exécution. Il s'engage à obtenir un avis favorable sans réserve, tant au stade des études que lors de la réalisation des travaux. Il est tenu de reprendre ses études chaque fois que nécessaire dans ce cadre, sans pouvoir prétendre à un supplément de prix à ce titre.

Le maître d'œuvre doit faire connaître au contrôleur technique la suite donnée à ses avis et observations.

#### 1.9.2 Ordonnancement, Pilotage, Coordination (OPC)

La mission "Ordonnancement, Pilotage, Coordination" (OPC), conformément aux articles R.2431-1 et suivants du Code de la commande publique et à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités techniques d'exécution des missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé, pourra être attribuée en mission complémentaire à la Maîtrise d'Œuvre. Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de réaliser une consultation auprès de bureaux d'études spécialisés pour la réalisation de cette mission.

Dans tous les cas, le maître d'œuvre s'engage à prendre en compte à ses frais toutes les observations formulées par l'OPC et notifiées par le maître d'ouvrage pour exécution. Le maître d'œuvre veille à obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage. Il reprendra ses études à ses frais si nécessaire pour tenir compte de ces observations, sans pouvoir prétendre à un supplément de rémunération.

Le maître d'œuvre doit faire connaître à l'OPC la suite donnée à ses avis et observations.

#### 1.9.3 Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

Pour l'exécution des prestations, le maître d'ouvrage désigne, si nécessaire un Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS), conformément aux articles L. 4531-1 et suivants du Code du travail.

Le maître d'œuvre est tenu de respecter à ses frais, toutes les observations formulées par le CSPS que le maître d'ouvrage lui aura notifié pour exécution, afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage. Il reprend ses études chaque fois que nécessaire dans ce cadre, sans droit à compensation financière.

Le maître d'œuvre informe le Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé la suite donnée à ces avis et observations qui lui ont été transmis.

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs est attribuée indépendamment du marché subséquent de maîtrise d'œuvre. Le nom du coordonnateur sera transmis dès désignation au titulaire du marché.

##### **a. *Principes généraux***

Le maître d'œuvre met en œuvre les principes généraux de prévention définis à l'article L. 4121-1 du Code du travail.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au maître d'œuvre en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs, désigné, le cas échéant, dans le marché subséquent sous le nom de "coordonnateur SPS."

### **b. *Autorité du Coordonnateur SPS***

Le Coordonnateur SPS informe sans délai, par tout moyen, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de toute violation des mesures de coordination, procédures de travail ou obligations réglementaires en matière de sécurité et de santé, commise par les intervenants, y compris les entreprises.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, risque ensevelissement...), le Coordonnateur SPS peut prendre toutes les mesures nécessaires pour supprimer le danger, y compris arrêter tout ou partie du chantier.

### **c. *Moyens donnés au Coordonnateur SPS***

#### **▪ Libre accès du Coordonnateur SPS**

Le Coordonnateur SPS dispose d'un libre accès au bureau de chantier et au matériel mis à la disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions ou interventions.

#### **▪ Obligations du Maître d'œuvre**

Le Maître d'œuvre communique directement au Coordonnateur SPS les éléments suivants :

- Tous les documents relatifs aux avant-projets, projets et études d'exécution.
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.
- La liste à jour des personnes autorisées à accéder au chantier.
- Le calendrier détaillé d'exécution.

Le maître d'œuvre informe le Coordonnateur SPS de toutes les réunions liées à l'exécution de sa mission. Il s'engage également à :

- Fournir à la demande du Coordonnateur SPS, tous autres documents et informations nécessaires au bon déroulement de sa mission.
- Respecter les modalités pratiques de coopération entre le Coordonnateur SPS et les différents intervenants, telles que définies par le maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le Coordonnateur SPS. Tout différend entre le maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS est porté à l'appréciation du maître d'ouvrage qui pourra proposer une médiation ou décision.

Le Maître d'œuvre arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le Coordonnateur SPS.

Pour l'analyse des offres des entreprises, le maître d'œuvre consulte le Coordonnateur SPS et intègre son avis dans le rapport d'analyse des offres.

Le maître d'œuvre vise toutes les observations consignées par le Coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.

Le Titulaire devra impérativement notifier le début de la période de préparation et le démarrage des travaux par deux (2) ordres de service distincts préalablement signés par le maître d'ouvrage, conformément à l'article R.4532-5 du Code du travail.

L'ordre de service autorisant le démarrage des travaux ne peut être signé et notifié qu'à la double condition suivante :

- Le Coordonnateur SPS a confirmé l'intégration du ou des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.
- Les obligations prévues aux articles R. 4533-1 et suivants du Code du travail, relatives aux voies d'accès et réseaux divers, seront dûment respectées.

#### **1.10. MODE DE DÉVOLUTION DES TRAVAUX**

Le mode de dévolution des travaux sera définitivement arrêté au plus tard à la réception de l'APD (Avant-Projet Définitif).

#### **1.11. DÉMATÉRIALISATION DES FACTURATIONS – SERVICE EDIFLEX**

Conformément aux articles L.2192-1 et suivants et R.2192-1 à R.2192-36 du Code de la commande publique, la transmission des factures dans le cadre du présent accord-cadre et de ses marchés subséquents est réalisée de manière dématérialisée via la plateforme nationale Chorus Pro.

Afin de faciliter la préparation, la validation et le suivi de ces transmissions, le maître d'ouvrage met en place un outil collaboratif de gestion dématérialisée des situations de travaux et des honoraires, dénommé Service EDIFLEX, édité par la société EPICTURE. Cet outil, interfacé avec Chorus Pro, constitue un circuit de validation interne entre les différents intervenants (maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, OPC, entreprises).

Le présent article définit le cadre juridique d'utilisation du service électronique de traitement, d'archivage et d'échange d'information EDIFLEX, mis en œuvre pour la gestion des marchés de travaux par la société EPICTURE, en accord avec le maître d'ouvrage.

##### **1.11.1 Objectifs du service EDIFLEX**

La mise en place de ce service d'échange électronique d'informations entre les acteurs du chantier a pour but :

- De répondre à la contrainte réglementaire de la dématérialisation des facturations.
- De mettre en place un circuit de validation en amont de Chorus Pro, avec un dépôt automatisé des factures.
- D'optimiser le temps de validation des documents, afin que le service financier du maître d'ouvrage en dispose dans les meilleurs délais et que les entreprises connaissent immédiatement les montants acceptés en paiement.
- D'éviter les litiges ou retards en :
  - Sécurisant le calcul des montants financiers (respect des conditions financières des marchés et des règles en vigueur dans les marchés publics).
  - Standardisant la présentation des documents.
  - Permettant à chacun de suivre sur écran les documents qui le concernent dans la chaîne des intervenants.
- De réduire les coûts de gestion administrative des situations de travaux pour tous les acteurs impliqués.

Il est rappelé que seul le dépôt effectif des factures sur Chorus Pro emporte valeur juridique de transmission au maître d'ouvrage. EDIFLEX ne se substitue pas à Chorus Pro, mais constitue un outil interne de gestion et de validation préalable.

### 1.11.2 Parties concernées

Les représentants des parties prenantes, ci-après dénommés abonnés, devront utiliser le service EDIFLEX à partir d'un terminal raccordé, selon les modalités de fonctionnement définies par la société éditrice. Les parties concernées sont :

- Le Maître d'ouvrage
- L'OPC
- Les Maîtres d'œuvre
- Les entreprises titulaires d'un marché conclu avec le Maître d'ouvrage
- La société EPICTURE (éditeur de la solution EDIFLEX)
- A-E-O

### 1.11.3 Rôle des abonnés

Les représentants des parties concernées, ci-après dénommés les abonnés, accèdent au service EDIFLEX via leur terminal dédié et assurent les traitements suivants :

#### ► *Les Maîtres d'œuvre*

##### **Architecte mandataire :**

En qualité de mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre, il gère la répartition des éventuels coûts d'utilisation du service EDIFLEX entre les cotraitants du groupement.

Pour la facturation de son groupement, il établit et valide les avancements, ainsi que les attestations de paiement direct.

Pour le suivi de la facturation des entreprises :

- Il vise pour accord les DPGF (Décompositions du Prix Global et Forfaitaire) et les bordereaux de prix (BPU).
- Chaque mois, après contrôle de l'OPC, il vérifie les situations de travaux des entreprises.

##### **Bureaux d'études :**

Les bureaux d'études assurent le suivi des situations des lots dont ils ont la charge dans le cadre de la répartition interne au groupement. À ce titre :

- Ils vérifient en début d'opération les DPGF et les BPU des entreprises.
- Chaque mois, après validation de l'OPC, ils contrôlent les situations de travaux relevant de leur périmètre.

#### ► *Le Pilote, chargé de la mission OPC*

En début d'opération, il participe à l'élaboration des DPGF avec les entreprises. Chaque mois, il vérifie les avancements des situations de travaux des entreprises.

#### ► *Les Entreprises titulaires des marchés*

Les entreprises consultent les conditions financières de leur marché puis enregistrent dans EDIFLEX les DPGF ou les BPU afférents à leur lot, en accord avec le maître d'œuvre, pour leur marché initial et les éventuels travaux modificatifs.

Elles présentent leurs situations de travaux via la saisie numérique des avancements de travaux et des montants à régler, y compris pour les paiements directs aux sous-traitants. Si nécessaire, elles signent les documents papier "Attestation de Paiement Direct" concernant les sous-traitants.



#### Cas particulier - Groupement d'entreprises conjointes :

- Chaque cotraitant dispose de son propre accès au service EDIFLEX.
- L'entreprise mandataire du groupement conjoint vérifie les situations présentées par ses cotraitants.

#### 1.11.4 Dates de saisie des données

Afin d'assurer la fluidité du traitement administratif et financier, les abonnés doivent respecter le calendrier suivant :

- Saisie des marchés de l'entreprise dans EDIFLEX réalisée par le maître d'ouvrage dans un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de la notification des marchés.
- Mise au point des DPGF : en lien avec le maître d'œuvre, les DPGF sont saisies dans un délai de vingt-cinq (25) jours après la notification du marché.
- Situations de travaux :
  - Les entreprises saisissent leurs situations dans EDIFLEX selon le calendrier défini par le maître d'œuvre et les stipulations du présent CCAP.
  - Le maître d'œuvre vérifie les situations dans EDIFLEX au plus tard à J+5.
  - Le maître d'ouvrage émet son "avis d'intention de payer", puis transmet les pièces justificatives à son service financier pour mandatement, dans un délai compatible avec un paiement à J+50, conformément aux délais réglementaires de paiement des marchés publics.

#### 1.11.5 Gestion électronique et archivage des informations sur le serveur

Toutes les situations d'honoraires et de travaux saisies dans le cadre de l'opération sont archivées électroniquement sur le serveur EDIFLEX pendant toute la durée du chantier, et ce jusqu'à la date de fermeture du service, telle que définie à l'article 1.11.6.

Les abonnés peuvent, à tout moment, télécharger sur leur ordinateur les situations d'honoraires et de travaux archivées sur le serveur central pour les consulter et les éditer localement.

C'est la procédure utilisée pour éditer sur papier les pièces justificatives (situations de travaux et Décompte Général Définitif (DGD)), pièces qui doivent être archivées sur support papier par les intervenants concernés (entreprises, Maître d'ouvrage, notamment) dans leur comptabilité, conformément aux exigences légales.

#### 1.11.6 Ouverture et fermeture du service

Le service est ouvert à compter de la date de notification du marché de maîtrise d'œuvre.

L'accès au service EDIFLEX est fermé lorsque le maître d'ouvrage aura validé et édité les Décompte Général Définitif (DGD) de tous les marchés et qu'il aura transféré les archives stockées sur le serveur EDIFLEX vers son propre poste informatique.

La date de fermeture effective du service EDIFLEX sera confirmée par courrier adressé par le maître d'ouvrage à la société A-E-O.

À compter de cette date, les informations et documents ne seront plus accessibles sur le serveur EDIFLEX.

#### 1.11.7 Codes d'accès et Formations

##### ► *Mise en place du service / Phase études :*

Les abonnés (maîtres d'œuvre et prestataires intellectuels) seront convoqués pour une séance de formation en ligne au service EDIFLEX (délai de convocation : dix (10) jours minimum).



Cette formation « en ligne » se déroulera dans les locaux du maître d'ouvrage. Les modalités d'accès seront remises aux participants lors de la séance de formation. La confidentialité est garantie par le mot de passe que l'abonné peut changer à tout moment.

► *Mise en place du service / Phase de travaux :*

Les abonnés (maîtres d'œuvre, OPC, entreprises) seront convoqués pour une séance de formation au service EDIFLEX (délai de convocation : dix (10) jours minimum).

Cette formation se déroulera dans les locaux du maître d'ouvrage. La confidentialité est garantie par le mot de passe que l'abonné peut changer à tout moment.

#### 1.11.8 Rôle de la société A-E-O

La société A-E-O, filiale du groupe A2MO, administre la solutions EDIFLEX et propose des services numériques innovants au service de l'efficacité des projets de construction.

Dans le cadre du déploiement de la solution EDIFLEX, A-E-O assure les missions suivantes :

- Paramétrage général.
- Optimisation des coûts pour les acteurs des projets d'A2MO grâce à un partenariat exclusif avec EPICTURE.
- Gestion de la mutualisation et répartition de la charge financière entre les parties prenantes du projet.
- Assistance et conseil auprès du maître d'ouvrage dans la mise en œuvre du service EDIFLEX, afin de garantir la conformité aux obligations réglementaires de la dématérialisation.
- Intégration contractuelle du service EDIFLEX dans les pièces des marchés des intervenants du projet.
- Administration fonctionnelle du projet : gestion des utilisateurs (abonnés), des marchés, des conditions financières, des avenants, des ordres de services, des sous-traitants, etc.

#### 1.11.9 Rôle de la société EPICTURE

##### 1.11.9.1 Exploitation du service EDIFLEX

La société EPICTURE éditrice de la solution EDIFLEX, en assure l'exploitation technique et fonctionnelle. À ce titre, elle prend en charge :

- Maintenance technique du service, conformément aux fonctionnalités décrites dans les manuels utilisateurs accessibles en ligne sur le serveur.
- Formation des abonnés à l'utilisation du service ; des séances de formation d'une durée d'une demi-journée seront planifiées en fonction de l'intervention des entreprises.
- Assistance téléphonique pour les abonnés : du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 (vendredi à 17h00). En dehors de ces horaires, les abonnés peuvent envoyer des demandes par courrier électronique traitées dès la reprise des horaires d'ouverture.

##### 1.11.9.2 Engagement de qualité de service

La société EPICTURE garantit que le service EDIFLEX est accessible en temps partagé, tous les jours ouvrables, de 7h à 20h du lundi au vendredi (hors jours fériés), avec un taux minimal de disponibilité supérieur à 95 %.

#### 1.11.9.3 Obligation de discrétion

Tous les documents, données, états ou informations transmis par les abonnés ou générés via le service EDIFLEX sont couverts par le secret professionnel.

En conséquence, aucune communication ne pourra être effectuée à des tiers, sans autorisation expresse du client. La société EPICTURE s'engage à respecter strictement cette obligation de confidentialité et à la faire respecter par l'ensemble de son personnel.

#### 1.11.10 Terminal d'accès au service

Pour accéder à la plateforme EDIFLEX, l'abonné devra disposer d'un ordinateur avec accès à Internet et d'une adresse de messagerie électronique valide de type « mail ».

#### 1.11.11 Conditions générales d'utilisation du service

L'utilisation de la solution EDIFLEX vise à réduire, voire supprimer les échanges de documents papier, en conférant aux données numériques la même valeur juridique que les documents qu'elles remplacent, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

À ce titre, l'abonné reconnaît expressément ce qui suit :

##### *► Authentification de l'abonné*

L'accès au service est sécurisé par un code d'identification personnel et un mot de passe confidentiel. Tout accès réalisé avec ces éléments est réputé être effectué par l'abonné lui-même, et vaut authentification de sa part pour l'ensemble des informations transmises.

##### *► Émission d'information*

Les informations transmises par l'abonné via la plateforme EDIFLEX sont réputées dûment notifiées, celui-ci étant tenu d'en assurer la consultation régulière.

Les validations électroniques des marchés et des situations de travaux, opérées dans le respect du circuit de vérification propre au service, valent engagement exprès et formel de la part de l'émetteur.

##### *► Réception d'information*

Les informations mises à disposition de l'abonné via EDIFLEX sont réputées dûment notifiées, celui-ci étant tenu d'en assurer la consultation régulière. En l'absence d'impossibilité technique justifiée, le défaut de consultation ne saurait exonérer l'abonné de sa responsabilité.

Les validations successives par les intervenants, dans le cadre du circuit de vérification défini au point 1.11.2, valent accusé de réception pour les intervenants suivants.

##### *► Édition d'information sur support papier*

Pour des raisons comptables ou juridiques, certaines informations archivées dans le serveur pourront nécessiter une édition sur support papier pour signature, par exemple le décompte général définitif.

Cette procédure pourra évoluer en fonction des avancées réglementaires en matière de dématérialisation complète des processus contractuels.

#### ► *Notion de « date certaine »*

Les dates de présentation des situations par le maître d'œuvre et les entreprises, de vérification et de validation par les représentants cités au 1.11.2 ci-dessus, telles qu'elles figurent sur les écrans et les éditions du service EDIFLEX, font foi et sont réputées constituer une date certaine, conformément au circuit de validation prévu.

Ces dates tiennent lieu « d'accusé de réception » pour les intervenants suivants, conformément au circuit de vérification imposé par le service.

#### 1.11.12 Convention sur la preuve

Les parties reconnaissent expressément que les données transmises par le service EDIFLEX, exploité par la société EPICTURE font foi entre elles, sauf preuve contraire apportée par un écrit authentifié contradictoirement.

Conformément à l'article 1366 du Code civil, la preuve peut être apportée par tout moyen, notamment par la preuve électronique, qui a la même force probante que la preuve papier, dès lors qu'elle garantit l'intégrité des données. Ainsi, en l'absence de contestation par la production d'un écrit authentifié contradictoire, les données générées par EDIFLEX sont considérées comme preuves recevables, valables et opposables entre les parties.

En particulier, le maître d'œuvre reconnaît explicitement par le présent document que :

#### ► *Attestations de paiement direct*

Les attestations de paiement direct de ses sous-traitants, telles qu'éditées par le maître d'ouvrage à l'aide du service EDIFLEX, sont des documents qui l'engagent, sans nécessité d'une signature manuscrite par l'entreprise titulaire, dans la mesure où le montant des travaux base marché à payer au sous-traitant n'a pas été modifié par un tiers lors du contrôle de la situation présentée.

Dans le cas contraire, la mention « après correction du montant des travaux base marché proposé par nous-mêmes » apparaîtra sur l'édition issue du service EDIFLEX avant la somme à payer. Dans ce cas seulement, l'entreprise devra signer le document pour accord.

À défaut de contestation par lettre recommandée avec accusé de réception, les paiements réalisés aux sous-traitants par le Trésorier sur la base de ces attestations ne pourront faire l'objet d'aucune réclamation ultérieure. Cette clause s'applique à tout marché conclu avec le Maître d'ouvrage et géré via EDIFLEX..

#### ► *Transmissions à distance de données*

Dans le cadre des transmissions dématérialisées, la date d'émission ou de réception ainsi que le contenu des données échangées feront foi en priorité telles que reproduites dans les systèmes informatiques de la société EPICTURE ou authentifiées automatiquement via les protocoles techniques mis en œuvre par celle-ci.

#### 1.11.13 Contrat de licence et de prestations de service

L'ensemble des intervenants du projet : AMO, Maître d'œuvre, entreprises prend en charge financièrement le coût d'utilisation du service EDIFLEX, via l'entreprise gestionnaire des dépenses communes.

Sous quinze (15) jours suivant la notification du marché de Maîtrise d'œuvre par le maître d'ouvrage, un contrat de licence et de prestations de service sera conclu entre la société A-E-O (agissant en lien contractuel avec EPICTURE - prestataire du service EDIFLEX), et le mandataire du groupement de Maîtrise d'œuvre, auquel les factures seront adressées.

Une copie de ce contrat sera transmise au maître d'ouvrage.

Ce contrat prendra effet à la date de notification du marché de maîtrise d'œuvre, et prendra fin à la date de fermeture du service EDIFLEX mentionné à l'article 1.11.6.

À la notification des marchés de travaux, un contrat de licence et de prestations de service sera conclu entre la société A-E-O (agissant en lien contractuel avec EPICTURE - prestataire du service EDIFLEX), et l'entreprise gestionnaire des dépenses communes, qui recevra les factures afférentes.

#### 1.11.14 Tarification du service

Le coût d'abonnement au service EDIFLEX est intégralement pris en charge par le maître d'ouvrage.

#### 1.11.15 Conditions générales

L'abonnement au service EDIFLEX inclut les prestations suivantes :

- L'ouverture des codes d'accès personnalisés par chaque intervenant sur le serveur.
- La mise à disposition des manuels utilisateurs, identifiants et mot de passe.
- L'assistance téléphonique dédiée à l'utilisation du service.
- Le droit d'accès et d'utilisation de la plateforme EDIFLEX.
- L'archivage sécurisé des données sur le serveur pendant toute la durée du chantier.

Le coût des fournitures suivantes reste à la charge exclusive de chaque abonné au service :

- Terminal d'accès au service (ordinateur équipé d'une connexion Internet).
- Frais de télécommunications liés à la connexion au serveur.

## ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

---

En application de l'article R.2112-2 du Code de la commande publique, les stipulations du présent article **dérogent expressément à l'article 4.1 du CCAG-MOE**.

La liste ci-après fixe l'ordre de priorité contractuel des pièces constitutives du marché, lequel prévaudra en toutes circonstances sur l'ordre prévu par le CCAG-MOE.

En cas de contradiction entre plusieurs pièces contractuelles, l'ordre de priorité défini ci-dessous s'applique à l'exclusion de toute autre référence.

### *A) Pièces particulières de l'accord cadre*

- L'Acte d'Engagement (AE) et son annexe
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- L'offre technique du titulaire

### *B) Pièces particulières des marchés subséquents*

- L'acte d'engagement et son annexe de prix intitulée « Grille de répartition des honoraires par éléments de mission et par cotraitants ».
- La lettre ou courriel de consultation du marché subséquent, valant cahier de clauses particulières, et ses éventuelles annexes, complétant les dispositions de l'accord cadre.
- Le préprogramme ou programme de l'opération et ses annexes.
- L'offre technique du titulaire (note méthodologique).

- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, conclus postérieurement à la notification du marché subséquent.

La décomposition du prix forfaitaire au temps passé n'a qu'une valeur indicative et n'a de caractère contractuel que pour les seuls prix unitaires. Les quantités indiquées sont données à titre estimatif.

### *C) Pièces générales*

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG MOE), tel qu' approuvé par arrêté du 14 janvier 2021 (NOR : ECEM2035132A).

Le CCAG-MOE est réputé connu du titulaire, qui s'engage à en respecter l'ensemble des clauses, sauf stipulations dérogatoire prévues au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

En cas de contradiction entre les dispositions du CCAG-MOE et celles du présent CCAP, les stipulations du CCAP prévalent.

- Le Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 et l'arrêté du 22 mars 2019 (NOR : ETLR1908429A), relatifs à la réglementation applicable aux marchés publics.
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux, notamment :
  - Annexe n°1 : Travaux de génie-civil.
  - Annexe n°2 : Travaux de bâtiment.

Le maître d'œuvre devra également respecter, pour l'exécution de ses missions : Détail d'Exécution des Travaux (DET), Visa/Exécution (VISA/EXE) et Assistance au Responsable (AOR), notamment dans ses relations avec les entreprises, les dispositions du CCAG Travaux, telles qu'approuvées par l'arrêté du 8 septembre 2009 modifié.

Le cas échéant, il devra également se conformer aux dispositions des cahiers des clauses administratives particulières des marchés publics de travaux en tant que documents contractuels opposables.

Le maître d'œuvre s'engage à respecter scrupuleusement les procédures et délais définis dans ces documents, dans la limite de leur opposabilité. Il en supportera les conséquences, y compris financières, en cas de non-respect. Tout manquement à ces dispositions pourra entraîner des conséquences à sa charge, y compris de nature financière.

L'ensemble des pièces générales est appliqué dans leur version en vigueur à la date limite de remise des offres du présent marché.

## **2.1. TVA**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans les documents contractuels sont exprimés hors taxes (HT). La Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) est appliquée conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur à la date de facturation.

## ARTICLE 3. PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES

---

### 3.1. FORFAIT DE RÉMUNÉRATION

#### 3.1.1. Modalités de fixation du forfait de rémunération pour la mission de base

Les offres de la Maîtrise d'Œuvre (MOE) sont établies sur la base de l'annexe financière à l'acte d'engagement, en fonction du budget prévisionnel du Maître d'Ouvrage (MOA). Le marché subséquent est attribué sur la base de cette offre.

La rémunération définitive de la Maîtrise d'Œuvre est arrêtée dès validation du coût prévisionnel des travaux par le maître d'ouvrage, tel que prévu à l'article 5.1 du présent CCAP.

Le forfait de rémunération est établi à programme constant et ne sera pas modifié, sauf dans les cas suivants :

- Modifications ou mises au point apportées à l'Avant-Projet Sommaire (APS) ou à l'Avant-Projet Définitif (APD).
- Changements de programme sur décision du maître d'ouvrage.
- Évolutions réglementaires ayant un impact sur le projet.

Le forfait définitif de la mission de base est arrêté à l'approbation de l'Avant-Projet Définitif (APD). Il est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 des études, tel que mentionné dans l'acte d'engagement.

En cas de modifications ultérieures du programme, apportées par le maître d'ouvrage ou résultant d'un changement de réglementation et entraînant des modifications dans la consistance du projet, le marché subséquent de maîtrise d'œuvre fera l'objet d'une commande complémentaire. Cette commande fixera le coût prévisionnel des travaux concernés et adaptera, en conséquence, le montant de la rémunération de la MOE ainsi que les modalités de son engagement, en fonction du coût prévisionnel.

En dehors de ces hypothèses, le principe du forfait demeure intangible et ne peut être remis en cause. Ainsi, les avenants ou commandes complémentaires ne peuvent avoir pour objet de réviser la rémunération du titulaire que dans les cas expressément visés ci-dessus, à savoir une modification substantielle du programme décidée par le maître d'ouvrage ou une évolution réglementaire imposée.

#### Exclusions de révision du forfait

Ne donneront lieu à aucune augmentation du forfait de rémunération les modifications apportées par le maître d'œuvre, résultant d'erreurs, d'omissions ou d'imprécisions imputables dans ses études ou dans la direction des travaux. Les modifications dues à des fautes des entreprises dans l'exécution des travaux (sous la responsabilité de la Direction de Travaux de la Maîtrise d'Œuvre), ainsi qu'un allongement des délais d'exécution imputable à la Maîtrise d'Œuvre (par exemple, retard de VISA, erreur dans les pièces marchés, validation d'échantillons, etc.).

Les observations formulées par le maître d'ouvrage à chaque phase d'étude ne seront pas considérées comme des modifications du programme, pas plus que les modifications demandées ou acceptées par le maître d'ouvrage sur proposition du contrôleur technique, de l'Architecte des Bâtiments de France, ou autres tiers réglementaires.

### **Précisions non constitutives de modification de programme**

Il est précisé que ne sont pas considérées comme des modifications du programme les modifications de prestations résultantes :

- Soit des précisions d'exigences ou de produits du programme exprimées par le maître d'ouvrage.
- Soit du choix des échantillons présentés à l'acceptation du maître d'ouvrage.
- Soit de la mise au point des ouvrages témoins.
- Soit des modifications de distribution partielle dans un secteur afin d'améliorer l'exploitation d'un service, à périmètre équivalent.

Dans ces cas, aucune révision de rémunération ne pourra être sollicitée. Le Maître d'Œuvre est tenu de fournir, sans supplément de prix, l'ensemble des documents, études, plans, dossiers et prestations correspondants.

### **3.2. DISPOSITIONS DIVERSES**

Ce forfait de rémunération fixé par le présent marché est exclusif de tout autre émolument, honoraires ou remboursement de frais, au titre de la mission définie dans le présent marché.

Le maître d'œuvre s'engage, sauf prescription contraire du maître d'ouvrage, à n'accepter aucune rémunération de la part d'un tiers au titre de la mission confiée par le présent marché. En outre, il s'interdit de contracter toute mission complémentaire avec des tiers au présent contrat, intervenant dans la réalisation de l'opération définie à l'article 1 du présent CCAP.

Le forfait de rémunération prend en charge l'intégralité des frais engagés pour l'exécution des missions énoncées par le présent CCAP, sans pouvoir en solliciter remboursement ultérieur.

Dans les mêmes conditions, le maître d'œuvre s'interdit de sous-traiter ou déléguer tout ou partie de sa mission à une entreprise, un fournisseur ou tout autre intervenant, sauf dérogation écrite du maître d'ouvrage.

**Dérogation au CCAG-MOE :** Les dispositions ci-dessus dérogent aux articles 9.1 et 9.2 du CCAG-MOE relatifs aux remboursements de frais et à la rémunération complémentaire. Toute dérogation à ces règles devra faire l'objet d'un avenant préalable signé par les deux parties.

### **3.3. PRIX**

#### **3.3.1 Forme du prix**

Les prix de l'accord-cadre sont révisables annuellement à la date anniversaire du marché.  
Les marchés subséquents sont passés à prix global et forfaitaire.

Le forfait provisoire de rémunération est le produit du taux de rémunération proposé par le maître d'œuvre, par la partie de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage, telle qu'indiquée dans le marché subséquent.

Les prix des marchés subséquents "diagnostic" sont définitifs et fermes si la durée de la mission est inférieure à trois (3) mois.

Les prix des marchés subséquents portant sur des éléments complémentaires (OPC, études techniques...) sont définitifs et fermes dès lors que la durée de la mission est inférieure à trois (3) mois. Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération.



### 3.3.2 Mois d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois "mois zéro" (M0 Études), précisé dans l'acte d'engagement.

### 3.3.3 Choix de l'index de référence

Conformément à l'article R.2112-13 du Code de la commande publique, la révision des prix des prestations de maîtrise d'œuvre prévues au présent marché s'effectue par application de l'index ING (Ingénierie), publié au Bulletin Officiel du ministre chargé de la transition écologique et de la cohésion des territoires (base 100 en 2010).

En cas disparition de cet index au cours de l'exécution du marché, il sera fait application de l'index de substitution officiel publié par les autorités compétentes.

À défaut d'un tel index officiel de remplacement, un avenant sera établi afin de fixer, d'un commun accord entre les parties, un nouvel index pertinent au regard de la structure des coûts des prestations objet du marché.

### 3.3.4 Prix ferme

Sans objet.

## 3.4. MODALITÉS DE RÉVISION DES PRIX

Les candidats sont informés que les taux de rémunération et les prix unitaires proposés dans l'offre initiale (bordereau de prix de l'accord-cadre) constituent les taux et prix unitaires référentiels, lesquels représentant les valeurs maximales auxquelles les titulaires s'engagent.

Les offres présentées dans le cadre des marchés subséquents devront être économiquement au moins aussi avantageuses que l'offre initiale de l'accord-cadre.

Les prix unitaires référentiels sont révisés annuellement, à chaque date anniversaire du marché, selon la formule suivante :

$$P_2 = 0,15 + 0,85 \times \left( P_0 \times \frac{Ing_0}{Ing_2} \right)$$

Dans laquelle :

- P2 est le prix de rémunération ajusté
- P0 est le prix référentiel de l'offre de l'accord-cadre
- Ing<sub>0</sub> et Ing<sub>2</sub> sont les valeurs prises par l'index de référence de l'accord-cadre (index Ingénierie), respectivement au mois M0 (mois de remise des offres de l'accord-cadre) et au mois précédent la date d'effet de la révision (mois anniversaire de l'accord-cadre). Le dernier indice publié sera utilisé.

Les taux unitaires référentiels ne sont pas révisés.

**Dérogation au CCAG-MOE :** Cette modalité de révision annuelle et la fixation d'un plafond de prix et taux unitaires constituent une dérogation aux articles 10.2 et 10.3 du CCAG-MOE, qui ne prévoient pas de plafonnement initial des prix dans le cadre d'un accord-cadre multi-attributaires.



### **3.5. REMISE EN CONCURRENCE DES TITULAIRES DE L'ACCORD-CADRE**

Le présent accord-cadre étant multi-attributaires, les marchés subséquents sont conclus à l'issue d'une remise en concurrence entre l'ensemble des titulaires, organisée à chaque survenance du besoin.

La remise en concurrence respecte les modalités suivantes, conformément au Code de commande publique :

- La consultation des titulaires est écrite : les pièces de la consultation sont transmises par voie dématérialisée (profil acheteur), ou, à défaut, par courrier électronique ou postal.
- Le pouvoir Adjudicateur fixe un délai unique et identique pour la remise des offres, tenant compte de la complexité du besoin et du temps raisonnable nécessaire à l'élaboration des offres.
- Les titulaires doivent transmettre leur offre par écrit : les éléments constitutifs de l'offre pourront être transmis soit via la plateforme de dématérialisation, soit par courrier (support papier ou support physique électronique) selon les modalités définies dans les documents de la consultation.
- Le marché est attribué sur la base des critères d'attribution définis dans le présent document, rappelés dans chaque remise en concurrence.

Lors de la remise en concurrence effectuée en vue de la conclusion d'un marché subséquent, le pouvoir adjudicateur indique l'objet du marché spécifique pour lequel les offres sont demandées ainsi que le délai pour leur présentation.

Le délai de remise des offres sera apprécié par le pouvoir adjudicateur au cas par cas et proportionné aux exigences spécifiques contenues dans le cahier des charges du marché à conclure.

Les offres seront proposées conformément aux conditions « générales » fixées par l'accord-cadre et aux conditions « particulières » fixées par les documents de la consultation propres au marché subséquent. Des variantes peuvent être présentées par les candidats lors des remises en concurrence, dès lors que le pouvoir adjudicateur ouvre expressément cette possibilité dans les documents de la consultation concernée.

**Dérogation au CCAG-MOE :** Les modalités précises de remise en concurrence, notamment la possibilité de transmission des offres par différents canaux et l'encadrement strict des délais, dérogent aux dispositions générales du CCAG-MOE relatives aux modalités de consultation (articles 2 et 3).

### **3.6. APPRÉCIATION DES OFFRES DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS**

Les offres des titulaires seront analysées sur la base de critères pondérés, selon les modalités définies dans les documents de consultation. Chaque critère est noté sur 10 et affecté d'un coefficient de pondération.

#### **CRITÈRE N° 1 : Prix (60%)**

Le prix est apprécié sur la base du forfait de rémunération global correspondant aux prestations demandées dans le cadre du marché subséquent, à savoir :

- mission complémentaire pouvant être demandée indépendamment d'une mission de base (DIAG, OPC, étude technique...)
- mission de base au sens de la loi MOP (APS, APD, PRO, ACT, VISA/EXE, DET, AOR)
- mission de base complétée par les éléments DIAG et/ou OPC, ou d'autres éléments complémentaires
- mission d'Étude

Pour la mission de base et le diagnostic, ce forfait résulte du taux de rémunération appliqué au coût prévisionnel des travaux inscrit dans l'acte d'engagement ou ses annexes. Ce taux ne pourra être supérieur aux taux fixés dans l'accord-cadre.

## **CRITÈRE N° 2 : Valeur technique (35%)**

La valeur technique sera appréciée au regard des sous-critères suivants.

- 15% Qualité de l'équipe dédiée à la mission : compétences, expérience, spécialités, adéquation à l'opération.
- 20% Organisation et méthodologie d'intervention : phasage, coordination, outils, adaptation aux contraintes spécifiques.

Pour l'appréciation des sous-critères, le titulaire produira une note succincte visant à compléter et préciser sa réponse initiale à l'accord-cadre avec la composition de l'équipe affectée à l'opération et la méthodologie.

## **CRITÈRE N° 3 : Qualité environnementale (5%)**

Ce critère sera évalué sur la capacité du titulaire à intégrer les exigences environnementales dans la conception et la réalisation du projet, notamment :

- prise en compte des impacts environnementaux du chantier et des travaux,
- moyens proposés pour les limiter,
- pertinence des solutions techniques en faveur de la performance énergétique, de l'utilisation de matériaux durables, et de la limitation des émissions de CO<sub>2</sub>,
- la prise en compte de labels ou certifications : HQE, BREEAM, Effinergie+, etc.

**Note finale** : la note finale de chaque candidat est obtenue en sommant les notes pondérées de chaque critère. le candidat ayant obtenu la note finale la plus élevée est classé en première position.

### **Procédure de remise en concurrence**

Chaque remise en concurrence donnera lieu à l'envoi d'une lettre de consultation à l'ensemble des titulaires, précisant les conditions particulières applicables. Les titulaires devront déposer une offre complète dans le respect des exigences prévues par l'accord-cadre et les pièces de la consultation.

### **3.7. ATTRIBUTION DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS**

À l'issue de l'analyse des offres, le marché subséquent est attribué au candidat classé 1<sup>er</sup> conformément aux critères définis à l'article 3.6.

Le pouvoir adjudicateur notifie :

- la décision de rejet aux titulaires non retenus ;
- la décision d'attribution au titulaire retenu.

Ces notifications sont effectuées dès que la décision d'attribution est prise. Le cas échéant, le délai de « standstill » prévu à l'article R.2181-1 du Code de la commande publique s'applique.

### **3.8. DÉLAIS D'EXÉCUTION**

Les délais d'exécution des prestations sont fixés dans chaque marché subséquent.

Le point de départ du délai est la date de notification du marché subséquent ou, le cas échéant, la date précisée dans l'ordre de service. Ces délais peuvent être prolongés par décision du maître d'ouvrage en cas de force majeure, de sujétions techniques imprévues ou d'accord express des parties. Les dispositions du CCAG Maîtrise d'œuvre relatives aux délais s'appliquent.

### **3.9. DURÉE D'EXÉCUTION**

Les marchés conclus sur la base du présent accord-cadre ne peuvent être conclus que durant sa validité. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre, c'est-à-dire en tenant compte de la nature des prestations et de la nécessité d'une remise en concurrence.

L'exécution d'un marché subséquent peut se poursuivre au-delà de la durée de validité de l'accord-cadre, à condition que ce marché a été conclu avant l'expiration de l'accord-cadre et ce, uniquement pour une durée strictement nécessaire à l'achèvement des prestations.

### **3.10. MARCHÉS COMPLÉMENTAIRES ET/OU DE PRESTATIONS SIMILAIRES, AVENANTS**

Conformément à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure avec le titulaire du présent marché, sans remise en concurrence, un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titre du présent marché.

Chaque marché subséquent peut faire l'objet d'un ou plusieurs avenants, notamment pour :

- Adapter les prestations à l'évolution des besoins du pouvoir adjudicateur,
- Intégrer des ajustements liés à la modification du programme ou à la masse des travaux,
- Modifier ou compléter certaines missions, par exemple faire évoluer une phase APD ou intégrer un complément de mission non prévu initialement.

Les avenants doivent respecter les conditions de l'article R.2194-1 et suivants du Code de la commande publique.

### **3.11. RÈGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE**

#### **3.11.1. Avances**

##### **3.11.1.1. Avance**

Conformément aux articles R. 2191-3 à R. 2191-11 du Code de la commande publique, une avance est accordée au maître d'œuvre, sauf renoncement expresse dans l'acte d'engagement, à condition que le montant initial du marché ou de la tranche affermie soit supérieur à cinquante mille euros (50 000€) HT et d'une durée supérieure à deux (2) mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial (TTC) du marché ou de la tranche affermie concernée. Cette avance n'est ni révisable ni actualisable.

Le versement de l'avance est subordonné à la constitution préalable d'une garantie à première demande à hauteur de son montant total, conformément à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique. Une caution personnelle et solidaire n'est pas acceptée.

En application de l'article R. 2191-11 du Code de la commande publique :

- Le remboursement de l'avance débute lorsque le montant cumulé des prestations exécutées atteint 65 % du montant TTC des prestations confiées au titre du marché ou de la tranche affermée.
- Il s'effectue par précompte sur les acomptes ultérieurs.
- Il est intégralement achevé avant le versement du solde.

Le versement de l'avance intervient dans le délai global de paiement applicable au marché, à compter de la réception de la garantie à première demande.

#### 3.11.1.2. Avance aux sous-traitants

Conformément à l'article R. 2191-10 du Code de la commande publique, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants de premier rang bénéficiant du paiement direct, lorsque le montant TTC des prestations sous-traitées dépasse 600 €, sauf stipulation contraire.

Le montant de cette avance est fixé à 5 % du montant TTC des prestations sous-traitées. Ce droit prend effet à compter du commencement d'exécution des prestations par le sous-traitant.

Le versement de l'avance au sous-traitant exclut toute avance versée au titulaire pour les mêmes prestations. Le cumul est interdit.

Le remboursement de l'avance débute dès que 65 % des prestations sous-traitées ont été réalisées et s'effectue par précompte sur les paiements ultérieurs dus au sous-traitant.

#### 3.11.2. Acomptes

En complément à l'article 11 du CCAG-MOE, le règlement des sommes dues au titulaire donne lieu à des acomptes périodiques, calculés au prorata des prestations effectivement réalisées. La périodicité des acomptes est précisée dans les documents de consultation ; à défaut, elle est fixée mensuellement.

#### 3.11.3. Esquisse

Sans objet. Le marché ne porte pas sur des projets de construction neuve.

#### 3.11.4 Pour l'établissement des documents d'études DIAG, APS et PRO

**Par dérogation à l'article 11.3 du CCAG-MOE**, les prestations relatives aux documents d'études DIAG, APS et PRO ne peuvent être réglées qu'après l'achèvement complet (100 %) et sous réserve de leur réception expresse ou tacite, par le maître d'ouvrage, conformément aux dispositions de l'article 4.1.2.3 du présent CCAP.

#### 3.11.5 Pour l'établissement des documents d'études APD

**Par dérogation à l'article 11.3 du CCAG-MOE**, les prestations comprises dans l'élément Avant-Projet Définitif (APD) ne peuvent être réglées qu'à l'issue de jalons clairement identifiés, selon les modalités suivantes :

- 60 % du montant de la rémunération APD, à la remise complète du dossier APD au maître d'ouvrage, conformément au programme de la mission.
- 20 % à la remise du dossier de demande de permis de construire, dûment complété et conforme aux attentes du maître d'ouvrage.

- 10 % à la réception expresse ou tacite de l'élément APD par le maître d'ouvrage, dans les conditions définies à l'article 4.1.2.3 du présent CCAP.
- 10 % à la constatation de la complétude du dossier de permis de construire déposée en mairie ou, à défaut, à la constatation du dépôt effectif, sans engager la responsabilité du maître d'œuvre.

#### 3.11.6 Pour l'exécution de prestations ACT et VISA

##### ***a) Élément ACT***

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- 30% Après réception du dossier de consultation des entreprises
- 40% Après l'analyse des offres des entreprises
- 30% Après mise au point des marchés de travaux et acceptation par le maître d'ouvrage de (ou des) offre(s) retenues.

Ces prestations peuvent toutefois faire l'objet de règlements partiels dans le cas où la consultation des entreprises serait lancée par phases successives.

##### ***b) Élément VISA***

Le règlement des prestations comprises dans l'élément VISA s'effectue ainsi :

- 20 % à la remise d'un document récapitulatif comprenant des plans d'exécution, études techniques, plans de synthèse ou autres documents établis par les entreprises et soumis à visa au maître d'œuvre.
- 60 % pour les VISAS des études d'exécution en cours de travaux répartis mensuellement, pendant la durée de réalisation des études d'exécution et de synthèse, cette période étant estimée à 60 % de la durée globale des travaux, telle qu'indiquée dans le planning prévisionnel d'exécution.
- 20 % à l'issue de la mission VISA, constatée par la remise de l'ensemble des documents visés, et au plus tard lors de l'achèvement des travaux, avant les OPR.

En cas de prolongation de la durée du chantier sans honoraires complémentaires pour cet élément, le solde restant dû au titre de la mission VISA sera recalculé au prorata de la nouvelle durée prévisionnelle, puis réparti équitablement sur les mois restants.

#### 3.11.7 Pour l'exécution des prestations de contrôle d'exécution (DET et AOR)

##### ***a) Élément DET (Direction des travaux)***

Les prestations comprises dans l'élément de mission DET sont réglées selon les modalités suivantes :

- 85% sont versés en fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes mensuels calculés proportionnellement à la durée du chantier définie dans l'OS de démarrage des travaux.
- 10 % à la remise du décompte général définitif.
- 5% au titre de l'instruction des réclamations et de l'assistance au règlement des litiges, dans un délai maximal de dix (10) mois après notification du décompte général.

En cas de prolongation du délai de chantier, sans honoraire supplémentaire pour cet élément de mission, le solde de la première partie de mission sera réparti proportionnellement sur le nouveau délai.

##### ***b) Élément AOR (Assistance lors des Opérations de Réception et pendant la garantie de parfait achèvement)***

Les prestations comprises dans l'élément de mission AOR sont réglées comme suit :

- 15 % à la date de réception de l'accusé de réception ou à la signature par le maître d'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception (OPR) établi par le maître d'œuvre.
- 25 % à la remise par le maître d'œuvre du dossier des ouvrages exécutés (DOE) complet, corrigé, vérifié et accepté par le maître d'ouvrage.
- 35 % après la constatation formelle de la levée de l'ensemble des réserves, par procès-verbal conforme aux dispositions du CCAG-Travaux ou des pièces particulières du marché.
- 25 % à l'issue du délai de garantie de parfait achèvement, prévu à l'article 44.1 du CCAG-Travaux, ou à l'issue de sa prolongation décidée en application de l'article 44.2, sous réserve que toutes les réserves aient été levées.

Ce dernier paiement ne peut être suspendu en l'absence de réclamation ou de désordre notifié au titre de la garantie de parfait achèvement (GPA).

### 3.11.8 Pour l'exécution des missions complémentaires

Les missions complémentaires confiées à la maîtrise d'œuvre sont réglées selon les modalités suivantes :

**Mission OPC (Ordonnancement, Pilotage et Coordination)** - Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- **Avis sur les études de conception** (éléments de rémunération affectés aux études de conception) : Après achèvement complet de chaque élément d'études (DIAG / APS, APD et PRO) et réception par le maître d'ouvrage, explicite ou tacite, conformément à l'article 4.1.2.3 du présent CCAP.
- **Suivi des travaux** (part de la rémunération de la mission OPC affectée aux travaux) :
  - 20% À la fin de la phase de préparation du chantier.
  - 70% En cours de chantier, sous forme d'acomptes mensuels calculés proportionnellement à l'avancement temporel du chantier, sur la base de la durée fixée dans l'ordre de service de démarrage des travaux, conformément à l'article 15.2 du CCAG MOE.
  - 10% À la réception des travaux par le maître d'ouvrage.

En cas de prolongation du délai de chantier, non génératrice d'honoraires complémentaires pour la mission OPC, le solde de la rémunération restant dû est réparti proportionnellement sur la durée résiduelle du chantier.

**Mission CSSI (Coordination Sécurité et Santé des Intervenants en Construction)** : Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- **Études de conception** : 30% Le règlement intervient après achèvement complet de chaque élément de mission APD et PRO, avec réception explicite ou tacite par le maître d'ouvrage selon l'article 4.1.2.3 du présent CCAP.
- **Phase de travaux** : 70% Le solde est réglé ainsi :
  - 40% en fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes mensuels calculés proportionnellement à la durée du chantier définie à l'OS de démarrage des travaux.
  - 30% à la réception des travaux par le maître d'ouvrage.

En cas de prolongation du chantier sans honoraire complémentaire pour cette mission, le solde de la rémunération restant due est réparti au prorata du nouveau délai résiduel du chantier.

**Mission SYN (Synthèse)** - Les prestations incluses dans la mission de synthèse technique sont réglées dans les conditions suivantes :

- 80% en cours d'études, par acomptes mensuels, calculés en fonction de l'avancement réel des prestations de synthèse.
- 20% à la remise des plans de synthèse définitifs, intégrés au Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) et validés par le maître d'ouvrage ou son représentant.

En cas de prolongation du chantier sans révision du montant forfaitaire de cette mission, le solde restant dû est réparti proportionnellement au nouveau délai.

#### 3.11.9 Rémunération des éléments

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments ou parties d'éléments de la mission, considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, est exprimé en pourcentage du montant initial du marché.

Cette répartition des pourcentages est détaillée et précisée en annexe 1 de l'acte d'engagement.

Le pourcentage attribué à l'élément AOR (Assistance lors des Opérations de Réception et pendant la garantie de parfait achèvement) dans la mission de base ne peut être inférieur à 6 % du montant global de la rémunération afférente à cette mission.

Pour les éléments ou parties d'éléments APS, les acomptes sont versés sur la base d'un forfait provisoire. Après ajustement du forfait définitif, un réajustement à la hausse ou à la baisse des acomptes versés au titre des éléments APS pourra être effectué lors du paiement des acomptes relatifs aux éléments APD ou PRO, si cela est justifié.

#### 3.11.10 Montant de l'acompte

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre s'effectue par acomptes périodiques, dont la fréquence est définie aux articles 3.11.3 à 3.11.8 ci-dessus.

Toutefois, lorsque le délai d'exécution est important, le maître d'œuvre peut bénéficier d'acomptes plus fréquents, par dérogation aux délais mentionnés précédemment, afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs ne dépasse pas trois (3) mois conformément à l'article R.2191-22 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le maître d'œuvre établit un état périodique décrivant l'avancement de la phase en cours, sur lequel repose la demande d'acompte. Cet état précise le pourcentage approximatif d'avancement des prestations qui, après accord du maître d'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte applicable à l'élément de mission concerné, conformément à l'article 3.11.9.

Chaque décompte est établi sur la base d'un état périodique conformément aux dispositions suivantes :

##### *a) État périodique*

L'état périodique, préparé par le maître d'œuvre, retrace les prestations exécutées depuis le début du marché en référence aux éléments constitutifs de la mission. Il sert de support à l'élaboration du projet de décompte périodique, auquel il est annexé.



### ***b) Projet de décompte périodique***

Dans l'hypothèse où le service EDIFLEX est utilisé :

**En dérogation à l'article 11 du CCAG-MOE**, le maître d'œuvre transmet ses notes d'honoraires via le service EDIFLEX mis en place pour l'opération.

Les dates de présentation des situations par le maître d'œuvre, ainsi que celles de vérification et de validation par les représentants du maître d'ouvrage, telles qu'affichées sur les écrans et les éditions du service EDIFLEX, font foi.

Ces dates valent « accusé de réception » pour l'abonné suivant, conformément au circuit de vérification imposé par le service et décrit à l'article 1.11 du présent document.

Les projets de décomptes mensuels sont pris en charge et gérés par le service EDIFLEX, qui définit les informations constitutives des décomptes, leur circuit de vérification ainsi que le modèle de présentation des pièces justificatives destinées au comptable public.

Le recours au service EDIFLEX permet de limiter les transmissions papier des décomptes et évite notamment l'envoi de lettres recommandées.

En l'absence d'utilisation du service EDIFLEX:

Lorsque le maître d'ouvrage n'a pas retenu le service EDIFLEX, les échanges relatifs aux décomptes se font directement via la plateforme Chorus Pro.

### ***c) Décompte périodique***

Conformément à l'article 11.8 du CCAG-MOE, le décompte périodique est établi par le maître d'ouvrage.

Lorsque le service EDIFLEX est utilisé, les décomptes mensuels sont pris en charge et gérés via cette plateforme, qui détermine :

- les informations à intégrer dans les projets de décomptes,
- le circuit de vérification applicable,
- le format des pièces justificatives transmises au comptable public.

Les pièces justificatives transmises au comptable public comprennent notamment :

- l'évaluation du montant, en prix de base, de la fraction de la rémunération initiale à régler, tenant compte des prestations effectivement réalisées,
- les éventuelles pénalités appliquées au titre du marché.

### ***d) Acompte périodique***

Le montant de l'acompte périodique proposé par le maître d'œuvre est soumis à validation par le maître d'ouvrage dans le cadre du circuit prévu. Cet acompte reprendra, notamment :

- Les montants des décomptes périodiques en cours et précédents.
- L'incidence de la TVA.
- Le montant total à verser.

Le maître d'ouvrage pourra utiliser la plateforme EDIFLEX pour notifier l'état d'acompte au maître d'œuvre. En cas de modification du projet de décompte, il transmet le document modifié, dûment motivé.

La transmission de la facture ou de la demande de paiement devra, le cas échéant, respecter les obligations de dématérialisation en vigueur (notamment via Chorus Pro).



### 3.11.11 Solde

**Par dérogation à l'article 11.8 du CCAG-MOE**, et après constatation de l'achèvement total de sa mission dans les conditions prévues à l'article 6.14 du présent CCAP, le maître d'œuvre adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement du solde, sous la forme d'un projet de décompte final.

Cette transmission se fera via le service EDIFLEX (si utilisé), sans préjudice de l'obligation de transmission de la facture correspondante via Chorus Pro, conformément à la réglementation en vigueur.

### 3.11.12 Décompte final

Le décompte final, établi par le maître d'œuvre comprend les éléments suivants :

- a) Le montant forfaitaire de rémunération prévu au marché.
- b) Le montant des pénalités éventuellement dues pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût des travaux, tel que défini à l'article 6.6 du présent CCAP.
- c) Le montant des autres pénalités éventuellement applicables en vertu du présent marché.
- d) Le montant total de la rémunération hors TVA, égal à (a) diminué des montants (b) et (c).

Le résultat obtenu constitue le montant du décompte final.

### 3.11.13 Décompte général - État du solde

Le maître d'ouvrage établit le décompte général qui comporte :

- a) Le décompte final établi par le maître d'œuvre.
- b) La récapitulation des montants des acomptes arrêtés par le maître d'ouvrage.
- c) Le montant, en prix de base hors TVA, du solde, calculé comme la différence entre le décompte final et le total des acomptes arrêtés.
- d) L'incidence de la TVA sur le solde.
- e) L'état du solde à verser au titulaire, ce montant étant la récapitulation des postes c), d) ci-dessus.
- f) La récapitulation de l'ensemble des acomptes déjà versés et du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde.

Le maître d'œuvre dispose alors d'un délai de trente (30) jours, à compter de cette notification, pour notifier son acceptation expresse ou formuler ses observations ou réserves, conformément à l'article 11.11 du CCAG-MOE.

À défaut de réponse dans ce délai, le décompte général est réputé accepté par le maître d'œuvre et devient définitif.

En cas de désaccord, le maître d'œuvre doit, dans le même délai de trente (30) jours, transmettre au maître d'ouvrage un mémoire en réclamation motivé, détaillant les raisons du refus, les sommes réclamées ainsi que les pièces justificatives correspondantes.

Le maître d'ouvrage dispose alors d'un délai de deux (2) mois à compter de la réception du mémoire en réclamation pour notifier sa décision. L'absence de réponse dans ce délai vaut décision implicite de rejet.

À compter de cette décision, explicite ou implicite, le maître d'œuvre dispose, sous peine de forclusion, d'un délai de trois (3) mois pour saisir la juridiction compétente.

À défaut de saisine dans ce délai, le décompte général est réputé accepté et devient définitif.

#### 3.11.14 Délais de règlement

Les délais de paiement des acomptes et du solde sont régis par le Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, modifié par le décret n°2021-357 du 30 mars 2021. Le délai global de paiement applicable au présent marché est de cinquante (50) jours, applicable aux établissements publics de santé, à compter de la date de réception d'une demande de paiement régulière.

Ce délai s'applique tant aux acomptes qu'au solde.

En cas de dépassement de ce délai, des intérêts moratoires sont dus de plein droit, selon les modalités définies à l'article 8 du décret précité, sans qu'il soit nécessaire pour le maître d'œuvre d'en faire la demande.

#### 3.11.15 Répartition des paiements

En cas de groupement d'opérateurs économiques (cotraitance), l'acte d'engagement ou ses annexes précisent la répartition financière entre les membres du groupement, ainsi que les modalités de paiement afférentes.

En cas de sous-traitance, les paiements sont effectués directement aux sous-traitants de premier rang, acceptés par le maître d'ouvrage et dont les conditions de paiement ont été agréées, conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

Dans les deux cas, les éléments relatifs aux montants dus et aux bénéficiaires des paiements sont explicitement mentionnés dans l'acte d'engagement ou dans ses annexes.

### **ARTICLE 4. DÉLAIS – PÉNALITÉS POUR RETARD**

---

#### **4.1. PHASE « ÉTUDES »**

##### **4.1.1 Délais d'établissement des documents d'études**

Conformément à l'article 6.4 du CCAG-MOE, les délais d'exécution de chaque élément de mission sont précisés dans l'acte d'engagement ou dans son annexe. Le point de départ des délais est défini comme suit :

► **1<sup>er</sup> élément d'étude** : à la date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de la notification du marché.

► **Autres éléments d'études ou parties d'éléments d'études suivants** : à la date fixées par un ordre de service (OS) émis par le maître d'ouvrage. L'émission d'un OS ne vaut en aucun cas une validation ou réception, même tacite, de la phase précédente.

Toutefois, l'accusé de réception, par le maître d'œuvre du compte-rendu de validation du document d'étude précédent peut valoir OS de démarrage de la phase suivante, à condition que cela soit expressément mentionné dans ledit compte-rendu.

► **Élément de mission "ACT - rapport d'analyse des offres"** : date d'ouverture des offres

► **Élément de mission "ACT – Établissement des dossiers marchés"** : date du choix des titulaires après avis de la Commission Consultative des Marchés.

► **Élément de mission DET et VISA** : date d'émission de l'OS de démarrage des travaux.

► **Dossier des ouvrages exécutés (DOE)** : date de réception des travaux.

#### 4.1.2 Réception des documents d'études

##### 4.1.2.1 *Présentation des documents*

**Par dérogation à l'article 20.4.2 du CCAG-MOE**, le maître d'œuvre n'a pas l'obligation d'aviser par écrit le maître d'ouvrage de la date de présentation des études. La simple remise des documents vaut notification officielle.

##### 4.1.2.2 *Nombre d'exemplaires*

Les documents d'études sont transmis par le maître d'œuvre, par envoi postal séparé, aux destinataires suivants : maître d'ouvrage, AMO, contrôleur technique, coordonnateur SPS ainsi que, le cas échéant, OPC et CSSI s'ils ne sont pas intégrés à l'équipe de maîtrise d'œuvre.

Ils sont fournis sur deux supports :

- sur support papier, en quantités précisées dans un tableau ci-après,
- et sur support informatique dans les formats : .pdf, .ppt, .dwg, .doc, .xls.

Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires à fournir.

Documents d'étude	Maître d'ouvrage	AMO	Contrôleur technique	CSPS
ESQ	1	1	1	1
APS/ DIAG (au sens Loi MOP)	1	1	1	1
Rapports d'audits, diagnostics et autres documents relatifs au dossier de site et des existants	1	1	1	1
Permis de construire et de démolir, autorisation d'urbanisme ou DAT...	7	1	1	1
APD	1	1	1	1
PRO	1	1	1	1
DCE	1	1	1	1
DOE	1	1	1	1

##### 4.1.2.3 *Délais de réception*

**Par dérogation à l'article 20.2 du CCAG-MOE**, la décision du maître d'ouvrage concernant la réception, l'ajournement, la réception avec réfaction ou le rejet des documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais indiqués ci-dessous en semaines calendaires.

Documents d'étude	Délai de réception
APS / DIAG	4
APD	4
PRO	4
DCE	2
DOE	8

Les délais de réception mentionnés à l'article précédent peuvent être adaptés pour chaque opération, d'un commun accord entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre.

**Par dérogation à l'article 20.3 du CCAG-MOE**, ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception, par le maître d'ouvrage, des documents d'études à réceptionner.

**Par dérogation à l'article 21 du CCAG-MOE**, en l'absence de notification d'une décision dans le délai imparti, la prestation n'est pas réputée reçue. Il appartient alors au maître d'œuvre d'adresser au maître d'ouvrage une mise en demeure de se prononcer dans un délai minimum de quinze (15) jours à compter de la réception de cette mise en demeure, par écrit, de se prononcer dans un délai minimum de quinze (15) jours à compter de la réception de ladite mise en demeure.

Cette dernière doit faire expressément référence au présent article du CCAP. À défaut de réponse à l'issue de ce nouveau délai, les prestations sont réputées refusées.

En cas d'ajournement, et toujours **par dérogation à l'article 21 du CCAG-MOE**, le délai imparti pour la remise des prestations modifiées est indiqué dans la décision d'ajournement notifiée par le maître d'ouvrage.

Conformément à l'article 21.2.2 du CCAG-MOE, le délai laissé au maître d'ouvrage pour se prononcer sur les prestations modifiées est identique à celui applicable aux documents initiaux, sauf indication contraire précisée dans ladite décision d'ajournement.

#### 4.1.2.4 Démarrage des prestations – Suspension

Conformément à l'article 3.8.3 du CCAG-MOE, le démarrage des prestations pourra être ordonné au-delà d'un délai supérieur de six (6) mois à compter de la notification du marché.

**Par dérogation audit article**, lorsque le démarrage des prestations est ordonné après ce délai de six (6) mois, le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours, à compter de la réception de l'ordre de service pour proposer une nouvelle date de démarrage.

À l'expiration de ce délai, en l'absence de proposition, le titulaire est tenu d'exécuter les prestations à la date fixée dans l'ordre de service. En cas de refus, par le maître d'ouvrage de la date proposée, le titulaire peut demander la résiliation du marché, qui ne peut lui être refusée.

**Par dérogation à l'article 29.2 du CCAG-MOE** cette résiliation n'ouvre le droit à aucune indemnité pour le titulaire.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de suspendre l'exécution du marché à tout moment, et sans limitation de durée de suspension, quel que soit le stade d'avancement de la mission.

La suspension est notifiée par courrier, et un ordre de service distinct en ordonnera la reprise.

Si l'ordre de redémarrage intervient plus de trois (3) mois après la notification de suspension, le titulaire peut refuser son exécution. Il dispose alors de quinze (15) jours pour proposer une nouvelle date de reprise.

À défaut de proposition, il est tenu de reprendre à la date fixée dans l'ordre de service. En cas de refus de cette proposition par le maître d'ouvrage, le titulaire peut demander la résiliation du marché, dans les conditions prévues à l'article 27.2 du CCAG-MOE, laquelle ne peut lui être refusée.

Le cas échéant, l'arrêt définitif de la mission relève des dispositions de l'article 6.13 du présent CCAP. Cette suspension n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire.

#### 4.1.2.5 Prolongation des délais

Les dispositions de l'article 15.3.3 du CCAG-MOE s'appliquent, sous réserve de la dérogation suivante.

Ne saura être considéré comme un « fait du maître d'ouvrage » ou un « événement ayant le caractère de force majeure » justifiant, une prolongation de délai contractuel, le cas où l'incapacité du maître d'œuvre à respecter ses délais résulterait d'un retard imputable à un ou plusieurs entrepreneurs dans l'exécution des travaux.

Toutefois, une telle circonstance pourra donner lieu à prolongation uniquement si le maître d'œuvre démontre avoir mis en œuvre l'ensemble des diligences attendues pour prévenir ou corriger ce retard.

À ce titre, il appartient au maître d'œuvre de justifier notamment :

- des relances écrites adressées aux entreprises,
- des comptes rendus de réunion de chantier,
- de toute alerte ou courrier au maître d'ouvrage concernant les retards constatés,
- ainsi que des mesures de coordination mises en œuvre.

## **4.2. PHASE « TRAVAUX »**

### 4.2.1 Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Le maître d'œuvre est tenu d'utiliser un service dématérialisé de type EDIFLEX, lorsqu'il est mis en place, pour l'échange des situations de travaux et de prestations intellectuelles entre les entreprises, la Maîtrise d'œuvre et le Maître d'ouvrage. À défaut de mise en place d'EDIFLEX, les échanges s'effectueront par courrier recommandé avec accusé de réception.

Pendant la phase de travaux, le maître d'œuvre procède conformément à l'article 13 du CCAG applicable aux marchés de travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur. Après vérifications, le projet de décompte mensuel, devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 13.2 du CCAG travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur.

Lorsque les prestations ne sont pas intégralement réalisées à la date de réception de la demande de paiement, le maître d'œuvre demande au titulaire une modification des avancements saisis via EDIFLEX ou procède lui-même à cette rectification.

Sur les dernières demandes d'acomptes, le maître d'œuvre retiendra une provision correspondant à l'estimation des travaux restant à réaliser.

La transmission à l'assistant au maître d'ouvrage s'effectue selon le circuit de validation arrêté lors du paramétrage du service EDIFLEX.

Le maître d'œuvre veille à ce que l'état d'acompte validé soit notifié à l'entrepreneur par ordre de service, accompagné du décompte ayant servi de base à cette validation en cas de modification du projet établi par

l'entrepreneur. En cas d'absence de notification par le service EDIFLEX, cette transmission doit être obligatoirement réalisée, conformément aux dispositions des articles 13.2.2 du CCAG travaux, dans un délai de sept (7) jours à compter de la date de réception par le maître d'œuvre de la demande de paiement.

Le maître d'œuvre utilisera les fonctionnalités du service EDIFLEX, ou à défaut le courrier recommandé, pour notifier la date de réception de la demande de paiement des entreprises au maître d'ouvrage conformément à la réglementation en vigueur. Tout manquement à cette obligation de transmission au maître d'ouvrage entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de cinquante euros (50€), appliquée de plein droit dès le constat de ce manquement, sans préjudice d'autres sanctions prévues par la réglementation en vigueur.

#### 4.2.2 Délai de vérification

Le délai imparti au maître d'œuvre pour vérifier le projet de décompte mensuel présenté par l'entrepreneur est fixé à sept (7) jours calendaires, à compter de la date d'accusé de réception ou du récépissé de remise du document.

#### 4.2.3 Pénalités pour retard

En cas de non-respect du délai prévu à l'article 4.7, le maître d'œuvre encourt automatiquement, sans mise en demeure préalable, des pénalités financières calculées sur ses créances.

Le taux de la pénalité est fixé à 1/5.000<sup>ème</sup> par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, appliqué au montant hors TVA en prix de base de l'acompte correspondant aux travaux concernés.

Cette pénalité s'applique à compter du premier jour suivant l'expiration du délai contractuel et ce, jusqu'au quinzième (15<sup>e</sup>) jour inclus.

En cas de retard imputable au maître d'œuvre ayant conduit le maître d'ouvrage à verser des intérêts moratoires aux entrepreneurs, la pénalité est calculée selon la formule suivante :

$$\text{Pénalité} = 40 \text{ €} + M \times T \times \frac{R + 15}{365 \times 100}$$

Où :

- **M** = montant de l'état d'acompte
- **T** = taux des intérêts moratoires dus par le maître d'ouvrage
- **R** = retard de paiement en nombre de jours imputable au maître d'œuvre

Si, malgré une mise en demeure adressée par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre ne procède toujours pas à la transmission des états de situation dans les délais impartis, le maître d'ouvrage pourra, après notification, faire procéder à ces vérifications par un tiers, aux frais exclusifs du maître d'œuvre défaillant.

### 4.3. VÉRIFICATION DU PROJET DE DÉCOMPTÉ FINAL DE L'ENTREPRENEUR

À l'issue des travaux, l'entrepreneur adresse son projet de décompte final au maître d'œuvre, conformément à l'article 13.3 du CCAG Travaux, par lettre recommandée avec avis de réception ou remis contre récépissé.

#### 4.3.1 Délai de vérification

Le délai de vérification de ce projet de décompte final, ainsi que celui d'établissement du décompte général, est fixé à vingt (20) jours calendaires à compter de la date de l'accusé de réception ou du récépissé de remise du document.

Pendant ce délai, le maître d'œuvre :

- vérifie le projet de décompte final transmis par l'entrepreneur,
- établit le décompte général dans les conditions prévues à l'article 13.4 du CCAG Travaux,
- transmet le décompte général au maître d'ouvrage.

En cas de réception avec réserves, le maître d'œuvre retient sur le solde une provision correspondant à l'estimation des prestations nécessaires à la levée desdites réserves.

#### 4.3.2 Pénalités pour retard

En cas de non-respect du délai mentionné à l'article 4.8, le maître d'œuvre encourt automatiquement, sans mise en demeure préalable, des pénalités journalières fixées à 1/2.000<sup>e</sup> du montant TTC du décompte général, par jour calendaire de retard, y compris les dimanches et jours fériés. Ces pénalités sont prélevées d'office sur les sommes dues au maître d'œuvre.

De plus, si le maître d'œuvre ne transmet pas le projet de décompte dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage peut lui adresser une mise en demeure fixant un nouveau délai pour s'exécuter.

À l'issue de ce nouveau délai, en l'absence de réponse du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage peut faire procéder à la vérification du décompte par un tiers, aux frais exclusifs du maître d'œuvre défaillant.

#### 4.4. OPÉRATIONS PRÉALABLES À LA RÉCEPTION (OPR)

Les opérations préalables à la réception des travaux sont conduites conformément aux dispositions du présent CCAP et, à défaut, à celles des articles 41 à 43 du CCAG-Travaux en vigueur.

**Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG Travaux**, la date des OPR est fixée contractuellement dans le calendrier d'exécution du marché. À cette date, l'entrepreneur est tenu de présenter les ouvrages entièrement achevés, en vue de leur réception.

Les opérations donnent lieu à l'établissement immédiat d'un procès-verbal par le maître d'œuvre, signé par le maître d'œuvre et l'entrepreneur. En cas de refus de signature par ce dernier, mention en est faite au procès-verbal.

Dans un délai maximum de cinq (5) jours calendaires à compter de la date du procès-verbal des OPR, le maître d'œuvre informe l'entrepreneur de sa décision de proposer ou non au maître d'ouvrage de prononcer la réception des ouvrages. Le cas échéant, il précise la date d'achèvement des travaux qu'il propose de retenir ainsi que les réserves qu'il envisage d'assortir à la réception.

Le non-respect de ce délai entraîne l'application de pénalités sur les créances du maître d'œuvre, dans les conditions définies à l'article 4 du présent CCAP.



### État des réserves et suivi :

Le maître d'œuvre assure un suivi rigoureux de la levée des réserves formulées à l'issue des OPR, dans les conditions définies par le présent CCAP et, à défaut, par le CCAG-Travaux. Il tient à jour un état des réserves, sous forme de tableau de suivi partagé avec le maître d'ouvrage.

**À compter de la notification du procès-verbal des OPR, l'entrepreneur concerné doit procéder à la levée des observations formulées par le bureau de contrôle dans un délai de dix (10) jours ouvrés.**

En cas de non-respect de ce délai ou, à défaut, du délai prévu par le CCAG-Travaux, le maître d'œuvre adresse à l'entrepreneur une mise en demeure de procéder à la levée des réserves dans un délai supplémentaire de quinze (15) jours calendaires, avec copie à la caution bancaire.

À l'issue du délai et en l'absence de levée des réserves:

- ▶ Le maître d'œuvre établit dans un délai de cinq (5) jours un chiffrage des prestations nécessaires à la levée des réserves, qu'il transmet à l'entreprise.
- ▶ Il adresse une seconde mise en demeure à l'entreprise, l'enjoignant d'exécuter ces travaux sous quinze (15) jours, à ses frais, risques et périls, avec copie à la caution bancaire.

À l'expiration de ce second délai, si l'entreprise reste défaillante, le maître d'ouvrage est en droit de faire procéder à leur exécution par une entreprise de son choix, aux frais et risques de l'entrepreneur initial, conformément à l'article 49.3 du CCAG-Travaux. Le coût desdits travaux sera imputé sur les sommes dues à l'entrepreneur et fera l'objet d'une réfaction de plein droit, en application de l'article 1792-6 du Code civil.

Le non-respect par le maître d'œuvre des délais susmentionnés entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 4 du présent CCAP.

### Décision de réception par le maître d'ouvrage :

La réception, qu'elle soit partielle ou globale, ne peut être prononcée qu'après avis favorable de la commission de sécurité et/ou d'accessibilité, à l'issue d'une visite sur site.

Par dérogation à l'article 41.3 du CCAG Travaux, la réception définitive n'est prononcée qu'après l'obtention de l'avis favorable de la dernière commission de sécurité / accessibilité et de la levée intégrale des observations et/ou réserves figurant au rapport final du Bureau de Contrôle et, au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception.

La décision de réception est notifiée au titulaire dans les trente (30) jours calendaires, courant à compter soit de la date du procès-verbal des OPR, soit de la date de l'avis favorable de la commission de sécurité au choix du maître d'ouvrage, ce choix devant rester cohérent avec la date effective de réception.

En cas de réception assortie de réserves, le maître d'ouvrage fixe dans le procès-verbal de réception le délai dans lequel les travaux correspondants doivent être exécutés. Ce délai ne pourra excéder trente (30) jours calendaires, sauf accord express du maître d'ouvrage.

### Carence du maître d'œuvre

Conformément à l'article 41 du CCAG-Travaux et aux articles L.2194-1 et suivants du Code de la commande publique, si le maître d'œuvre ne procède pas aux opérations préalables à la réception dans le délai prévu au calendrier d'exécution, un abattement de 50 % sera appliqué sur la part relative à la mission de réception (élément AOR) de sa rémunération.



De plus, en application de l'article 1231-5 du Code civil relatif aux clauses pénales, si, bien que régulièrement convoqué, le maître d'œuvre n'est pas présent ou représenté à la date fixée par le maître d'ouvrage pour la réalisation des opérations préalables à la réception, ou s'il, étant présent ou représenté, refuse de procéder à ces opérations, un abattement complémentaire de 50 % sur la même part de sa rémunération sera appliqué.

Par ailleurs, une pénalité forfaitaire de mille euros (1.000€) sera appliquée conformément au même article du Code civil.

Enfin, en application de l'article 1792-6 du Code civil, si le maître d'ouvrage doit recourir à un assistant pour l'assister dans ces opérations en raison de la carence du maître d'œuvre, le coût de cet assistant sera imputé au maître d'œuvre.

#### **4.5. VÉRIFICATION DES TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES, MODIFICATIFS, DEVIS ÉTABLIS PAR LES ENTREPRISES (DEVIS SPONTANÉS OU ÉTABLIS À LA SUITE DE FICHES DE TRAVAUX MODIFICATIFS) ET ÉTABLISSEMENT DES FICHES DE TRAVAUX MODIFICATIFS (Y COMPRIS CHIFFRAGE)**

Les travaux ou fournitures supplémentaires seront réglés en priorité selon les prix et décompositions fournis par le titulaire, dans le respect des articles 15 à 17 du CCAG Travaux. En cas d'impossibilité, les modalités prévues à l'article 14 du CCAG s'appliquent, avec dérogations aux articles 14.4 et 14.5.

Sont considérés comme travaux supplémentaires, tous les travaux non prévus au marché initial. Leur facturation n'est recevable qu'après émission d'un avenant écrit ou d'un ordre de service préalable du maître d'ouvrage. L'exécution de travaux sans ces formalités vaut acceptation tacite de leur exécution sans supplément de prix ni prolongation de délai, conformément à la jurisprudence administrative constante.

**Par dérogation à l'article 14.4 du CCAG-Travaux**, l'ordre de service mentionné du présent article notifie au titulaire les prix proposés pour le règlement des travaux nouveaux ou modificatifs.

##### **Fonctionnement**

Sur demande du maître d'ouvrage ou observation du contrôleur technique, le maître d'œuvre vérifie la justification des demandes et les fait chiffrer par les entreprises.

Lors de la réception d'un devis ou d'une réclamation d'une entreprise, le maître d'œuvre vérifie et accepte ou rectifie ce devis, en s'assurant :

- Que les prestations ne sont pas prévues dans le marché initial.
- Que l'entreprise ne pouvait raisonnablement les prévoir lors de son offre.
- Que les prix pratiqués sont conformes à ceux du marché.
- Que les quantités sont justifiées.

En cas de rectification, le maître d'œuvre informe l'entreprise sous cinq (5) jours pour qu'elle régularise son devis. Si aucun devis n'est émis, le maître d'œuvre établit une fiche de travaux modificatifs, basée sur un chiffrage détaillé (quantitatif et prix unitaire, évitant tout forfait) dans un délai de cinq (5) jours, destinée au maître d'ouvrage.

Après validation du devis (rectifié ou non), le maître d'œuvre prépare une fiche de travaux modificatifs pour décision du maître d'ouvrage dans un délai de cinq (5) jours.

Après avis du maître d'ouvrage :

- En cas d'accord, il transmet la fiche validée au maître d'œuvre.
- En cas de refus, il en informe le maître d'œuvre qui notifie sa décision de rejet à l'entreprise.

Le maître d'œuvre, après obtention de l'accord du maître d'ouvrage, notifie l'entreprise par ordre de service dans un délai de cinq (5) jours calendaires.

Le titulaire dispose de quinze (15) jours pour formuler ses observations.

**Par dérogation à l'article 14.5 du CCAG Travaux**, le silence de l'entreprise passé ce délai vaut acceptation des prix qui ont été fixés par l'ordre de service mentionné ci-dessus, si, dans le délai de quinze (15) jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation au maître d'œuvre en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose.

Le maître d'œuvre précise sur la fiche de travaux modificatifs destinée au maître d'ouvrage la ou les catégories de travaux en utilisant à cet effet le classement de modifications en phase travaux en 4 catégories.

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de sept (7) jours après avis du maître de l'ouvrage pour contester ce classement. Passé ce délai, le classement est réputé accepté.

Le maître d'œuvre tient à jour un tableau récapitulatif des travaux modificatifs, précisant l'origine (maître d'ouvrage, contrôleur technique, maîtrise d'œuvre) et permettant la préparation des avenants.

En cas de prestation non exécutée par l'entreprise de travaux, le maître d'œuvre est tenu de présenter une demande de fiche de travaux modificatifs en moins-value, afin que le maître d'ouvrage puisse établir un avenant.

Si ces délais de l'article ne sont pas respectés, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant est précisé à l'article 4 du présent document.

Le coût de vérification de ces devis et chiffrage sont réputés inclus dans le forfait de rémunération. Aucune rémunération complémentaire ne pourra être réclamée à ce titre.

#### **4.6. INSTRUCTION DES MÉMOIRES DE RÉCLAMATION**

##### **4.6.1 Délai d'instruction**

Le maître d'œuvre dispose d'un délai maximum de vingt-et-un (21) jours calendaires pour instruire tout mémoire de réclamation adressé par une entreprise, à compter de la date de réception du mémoire concerné.

##### **4.6.2 Pénalités pour retard**

En cas de dépassement du délai précité, le maître d'œuvre encourt de plein droit, sans mise en demeure préalable, l'application de pénalités journalières, dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à cent cinquante euros (150€) HT. Ces pénalités s'appliquent cumulativement à toute autre sanction prévue au présent CCAP.

#### **4.7. PÉNALITÉS DE RETARD APPLICABLES À LA MAÎTRISE D'ŒUVRE EN CAS DE RETARD DANS L'EXÉCUTION DE SES PRESTATIONS**

Les pénalités prévues par le présent CCAP sont cumulatives et non exclusives et ne préjugent pas d'autres sanctions contractuelles ou légales.

Le détail des délais d'établissement des documents d'étude est précisé à l'acte d'engagement ou en annexe.

En cas de retard dans l'exécution des prestations, le maître d'œuvre peut subir sur ses créances, sans mise en demeure préalable, des pénalités dont le montant est déterminé par la formule :

Formule de calcul :  $P = J \times T$

- P = Montant de la pénalité en euros
- J = Nombre de jours ouvrables de retard (jour commencé = jour dû)
- T = Montant de la pénalité par jour

Les pénalités sont retenues à titre provisoire. Elles peuvent être réduites ou levées en tout ou partie par le maître d'ouvrage, notamment en cas de coopération effective, de diligence avérée ou de circonstances exceptionnelles dûment justifiées.

Le montant total des pénalités applicables au titre d'un même marché subséquent ne pourra excéder 10 % du montant hors taxes du marché.

#### **Phase études (ESQ, APS, APD, PRO, A.C.T.)**

Le point de départ des éléments de mission est constitué par l'acceptation expresse par le maître d'ouvrage de l'élément de mission qui le précède compte tenu des délais d'acceptation fixés à l'article 4.1.2.3 du CCAP ou de l'ordre de service de commencer la mission suivante.

#### **Phase travaux (VISA, D.E.T, A.O.R.)**

Les points de départ des délais mentionnés dans le tableau ci-après sont arrêtés à partir de la date de réception des documents par la maîtrise d'œuvre.

**Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG Travaux**, le montant des prestations servant de base au calcul des pénalités est, en toute hypothèse, calculé sur la valeur des prestations en prix de base, hors TVA et hors variations de prix, de la partie des prestations en retard.

En cas de cotraitance avec mandataire solidaire, les pénalités sont réparties entre les membres du groupement conformément aux modalités de répartition communiquées par le mandataire.

À défaut d'indication dans le délai imparti, les pénalités sont retenues intégralement sur les créances du mandataire, sans que cette opération puisse engager la responsabilité du maître d'ouvrage vis-à-vis des autres membres du groupement.

##### 4.7.1 Éléments missions de base

Éléments de mission / Désignation	Documents à remettre ou non-respect	Délai	Pénalité (T)
Avant-Projet Sommaire (A.P.S.)	Dossiers APS et DIAG	Planning	200 € par jour de retard
Avant-Projet Définitif (A.P.D.)	Dossier APD y compris le dossier de permis de construire et de démolir	Planning	200 € par jour de retard
Demande d'autorisations administratives (Permis de Construire, Permis de Démolir, DAT ...).	Cas d'un refus par les services instructeurs des demandes d'autorisations administratives, imputable au Titulaire : Rencontre des services instructeurs origine du refus et élaboration d'un nouveau dossier de demande d'autorisations administratives (Permis de Construire, Permis de Démolir, ...)	5 jours ouvrés	200 € par jour de retard

Éléments de mission / Désignation	Documents à remettre ou non-respect	Délai	Pénalité (T)
Demande d'autorisations administratives (Permis de Construire, Permis de Démolir, DAT ...).	À la suite d'une observation et/ou demande d'un des services instructeurs des demandes d'autorisations administratives : Transmission des éléments complémentaires et/ou documents corrigés levant les observations du service instructeur	2 jours ouvrés	200 € par jour de retard
PROJET (PRO)	Dossier Projet	Voir planning	200 € par jour de retard
Assistance à la passation des Contrats de Travaux (A.C.T.)	Dossier de Consultation des Entreprises	Voir planning	200 € par jour de retard
	Analyse des offres	Voir planning	200 € par jour de retard
Assistance à la passation des Contrats de Travaux (A.C.T.) -	Réponses aux questions des candidats pendant la consultation des entreprises	2 jours ouvrés	100 € par jour de retard
Assistance à la passation des Contrats de Travaux (A.C.T.) -	Rapport pré analyse et rédaction des questions à poser aux candidats	10 jours ouvrés	200 € par jour de retard
Assistance à la passation des Contrats de Travaux (A.C.T.) -	Rapport d'analyse après réponses des candidats Rapport final d'analyse après dernières remarques du maître d'ouvrage	5 jours ouvrés	200 € par jour de retard
Assistance à la passation des Contrats de Travaux (A.C.T.)	Propositions pour modifier le coût des travaux	10 jours ouvrés	100 € par jour de retard
Assistance à la passation des Contrats de Travaux (A.C.T.)	Nouveau dossier de consultation (après accord des propositions de modifications des coûts des travaux)	10 jours ouvrés	100 € par jour de retard
VISA des études d'exécution réalisées par les entreprises	Calendrier d'établissements et liste des documents d'exécution de l'ensemble des études, plans d'exécution, plans de synthèse à remettre par les entreprises	10 jours ouvrés	200 € par jour de retard
VISA des études d'exécution réalisées par les entreprises	Visa des documents produits par les entreprises	5 jours ouvrés	100 € par jour de retard
	Détails nécessaires à l'exécution à fournir aux entrepreneurs	5 jours ouvrés	100 € par jour de retard
Direction de l'Exécution des Travaux (D.E.T.)	Vérification des décomptes mensuels de travaux sur la plateforme EDIFLEX (ou sur envoi papier si non utilisé)	5 jours ouvrés	100 € par jour de retard
Direction de l'Exécution des Travaux (D.E.T.)	Correction d'un décompte mensuel erroné / État d'avancement incorrect	2 jours ouvrés	100 € par jour de retard

Éléments de mission / Désignation	Documents à remettre ou non-respect	Délai	Pénalité (T)
Direction de l'Exécution des Travaux (D.E.T.)	Décompte général des travaux après vérification du projet de décompte général des travaux	15 jours ouvrés	100 € par jour de retard
	Analyse des devis présentés par les entreprises	5 jours ouvrés	100 € par jour de retard
	Analyse de la réclamation de l'entreprise	15 jours ouvrés	100 € par jour de retard
	Non-respect des délais d'établissement et de transmissions des ordres de service	2 jours ouvrés	100 € par jour de retard
	Établissement et transmission des comptes rendus de réunion	3 jours ouvrés	100 € par jour de retard
Direction de l'Exécution des Travaux (D.E.T.)	Établissement et transmission des projets d'avenants	5 jours ouvrés	100 € par jour de retard
Direction de l'Exécution des Travaux (D.E.T.)	Fiches de travaux modificatifs ou vérification de devis	5 jours ouvrés	100 € par jour de retard
AOR	Non-respect des délais des OPR et de mise en demeure, chiffrage pour la levée des réserves	Voir article 4.9.	100 € par jour de retard

Les pénalités afférentes à la mission DET s'appliquent notamment à la remise de documents d'études attendus de la maîtrise d'œuvre durant la période de préparation et de chantier (par exemple l'établissement et la mise à jour du tableau de bord des échantillons tel que décrit au CCTP du présent marché, ou encore la formalisation des demandes de travaux complémentaires) mais aussi des validations qu'il doit effectuer auprès des entreprises et ce, suivant le calendrier qui sera arrêté au moment de la préparation du chantier ou des échéances fixées conjointement avec le maître d'ouvrage au fur et à mesure du chantier.

Il est expressément rappelé au maître d'œuvre qu'en application de l'article 1150 du Code civil, il peut être tenu au paiement de dommages et intérêts si sa responsabilité est engagée dans les retards de livraison du chantier, notamment en raison de l'inexécution ou de l'exécution tardive de ses obligations contractuelles.

Ces dommages et intérêts sont distincts des pénalités prévues au présent CCAP, et peuvent être réclamés en sus, sous réserve de démonstration d'un préjudice réel subi par le maître d'ouvrage.

#### 4.7.2 Pénalités pour retard Mission CSSI

Le titulaire encourt les pénalités de retard dès lors qu'il ne respecte pas les délais fixés ci-après :

- ▶ La pénalité est fixée à cent euros (100€) par jour de retard.
- ▶ Un délai spécifique est prévu pour les documents ou interventions suivantes :

Dossier ou avis phase conception	Délai de remise corrélé à chaque phase conception et phase projet
Compte-rendu de réunion	Après chaque réunion
Dossier CSSI	2 semaines après la réception des travaux

#### 4.7.3 Pénalités de retard pour mission OCP

Le titulaire encourt les pénalités de retard dès lors qu'il ne respecte pas les délais fixés ci-après :

- ▶ La pénalité est fixée à cent euros (100€) HT par jour de retard.
- ▶ Un délai spécifique est prévu pour les documents ou interventions suivantes :

Remise du planning travaux	Délai de remise corrélé à chaque phase conception et phase projet
Compte-rendu de réunion	Après chaque réunion
Rapport de fin de chantier	A la demande du maître d'ouvrage (dans un délai de 5 jours)
Planning des reception	À la demande du maître d'ouvrage (dans un délai de 5 jours)
Planning des levées de réserves	Date de la réception

Dans le cadre de sa mission OPC, l'OPC doit effectuer des visites hebdomadaires, le nombre de visite sera défini dans les marchés subséquents. En cas de non-respect de cette disposition le maître d'œuvre encourt une pénalité de cent cinquante euros (150€) nets par non visite.

#### 4.7.4 Pénalités pour retard de remise de documents

Lorsque des documents ou prestations attendus au titre du marché, non expressément visés aux articles précédents, sont remis hors délai, une pénalité forfaitaire est appliquée à hauteur de cent euros (100€) HT par jour calendaire de retard, par document ou intervention concerné(e).

Le décompte du retard s'effectue hors jour de la date limite fixée et hors jour de la remise effective.

En cas de réserves formulées sur les documents transmis, le maître d'ouvrage peut en exiger la reprise intégrale et fixer un nouveau délai de remise. Tout dépassement de ce second délai entraînera à nouveau l'application de la pénalité.

#### 4.7.5 Pénalités pour absence aux réunions

Le maître d'œuvre est tenu d'être présent aux réunions pour lesquelles il est expressément convoqué par le maître d'ouvrage ou son représentant. Toute absence injustifiée donne lieu à application des pénalités suivantes, par réunion :

- En phase conception :
  - Absence aux réunions : 200€ HT

- En phase réalisation :
  - Absence aux réunions de chantier ou autres réunions
  - Telles que prévues au CCTP : 200€ HT
- Commissions de sécurité : 1 000€ HT

Pour le calcul des jours de retard, il n'est pas tenu compte ni du jour de la date limite, ni du jour de la date réelle de remise des documents.

#### **4.8. AUTRES PÉNALITÉS**

Le maître d'œuvre est également susceptible de se voir appliquer des pénalités dans les cas suivants

- ▶ Non-respect des délais d'exécution des travaux
- ▶ Non-respect des exigences de qualité

##### **4.8.1 Non-respect des délais d'exécution des travaux**

En cas de retard d'exécution imputable du maître d'œuvre, excédant une franchise de quinze (15) jours ouvrables, des pénalités seront appliqués sans mise en demeure préalable.

Cette pénalité, par jour calendaire de dépassement, comptée dès le premier jour de retard, sera égale à :  
 $P = 1000 \text{ euros HT} + 1/5\,000^{\text{ème}}$  du montant du forfait total de rémunération.

*P étant la pénalité journalière, appliquée à chaque jour calendaire de dépassement.*

##### **4.8.2 Non-respect de la qualité**

Pendant la conception et l'exécution des travaux, la qualité des travaux devra être conforme aux dispositions qui ressortent de l'application des textes réglementaires (règles de sécurité, normes françaises, DTU, etc...), des spécifications techniques détaillées du marché de travaux, et des exigences formulées par les différentes autorités locales compétentes.

Dans le cas où des matériaux relèveraient de l'application d'avis techniques délivrés par le CSTB, leur mise en œuvre devra être strictement conforme aux dits avis techniques, et aux éventuelles prescriptions complémentaires de l'Association Française des Assureurs Construction (AFAC) permettant de conclure à un RISQUE NORMAL (dernière liste publiée à la date de signature des marchés de travaux).

Dans le cas contraire, la mise en paiement des honoraires mensuels du maître d'œuvre est suspendu, jusqu'à ce qu'un plan de remise à niveau qualitatif ait été arrêté en concertation avec le maître d'ouvrage. Ce plan précisera toutes les mesures correctives à mettre en œuvre, dans des délais impartis.

Le paiement reprendra uniquement après validation du plan et constat effectif de la mise en œuvre des actions correctives.

### **ARTICLE 5. EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE JUSQU'À LA PASSATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX**

---

#### **5.1. COÛT PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX**

À chaque phase d'études (APS, APD), les concepteurs devront rester dans le cadre de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le maître d'ouvrage.



Le Maître d'œuvre s'engage formellement, à respecter le coût prévisionnel définitif des travaux, tel qu'arrêté au stade de l'Avant-Projet Définitif.

Si le coût prévisionnel de réalisation proposé par le maître d'œuvre lors de la remise des prestations de cet élément dépasse l'enveloppe financière arrêtée par le maître d'ouvrage au stade du Programme Technique Détaillé, majorée du seuil de tolérance visé à l'article 5.5. ci-après, le maître d'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations, exiger du maître d'œuvre, à titre gratuit, la reprise intégrale des études et/ou réaliser des Prestations Supplémentaire Éventuelle destinées à rendre le projet conforme à l'enveloppe financière. Le maître d'œuvre ne peut s'y soustraire et s'engage à procéder à cette révision sans délai et sans contrepartie financière.

À l'issue de la réception de l'Avant-Projet Définitif par le maître d'ouvrage, le coût prévisionnel définitif arrêté sera notifié au maître d'œuvre et entériné par voie d'avenant.

En cas de désaccord sur le coût prévisionnel définitif notifié, le maître d'œuvre dispose d'un délai maximum de huit (8) jours calendaires à compter de ladite notification pour faire connaître sa position, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée au maître d'ouvrage.

Il doit alors indiquer :

- soit qu'il renonce à la poursuite du marché, sans réserve ni indemnité, en sollicitant la résiliation du contrat ;
- soit qu'il accepte de poursuivre l'exécution du marché aux conditions notifiées, sous réserve expresse de pouvoir ultérieurement contester devant la juridiction compétente l'éventuel caractère abusif du coût imposé.

À défaut de réponse écrite dans le délai imparti, l'accord du maître d'œuvre est réputé acquis sans réserve.

Le coût prévisionnel définitif ainsi arrêté se substitue de plein droit au coût prévisionnel provisoire, pour l'ensemble des effets du présent marché. Cette substitution est formalisée par l'avenant précité.

Le maître d'œuvre s'engage à le respecter, sous peine de sanctions prévues à l'article 5.5. ci-après.

Le coût prévisionnel des travaux comprend l'ensemble des dépenses strictement nécessaires à la réalisation de l'opération conformément au Programme Technique Détaillé (PTD), et à la finalisation complète de l'ouvrage dans les conditions de fonctionnement attendues. Ce coût inclut, sans que cette liste soit limitative :

- Les travaux de bâtiment tous corps d'état et tous les équipements immeubles nécessaires au bon fonctionnement de l'opération immobilière, compris toutes les sujétions résultant des observations du contrôleur technique.
- Les travaux provisoires nécessaires au maintien en fonctionnement du bâtiment actuel, pendant toute la durée du chantier.
- Les travaux d'adaptation au terrain, Voirie et Réseaux Divers.
- Le dimensionnement des locaux et équipements techniques.
- Les travaux résultant des obligations du maître d'ouvrage au regard du Code du Travail envers le Personnel chargé de l'exécution des travaux de construction notamment celles prévues à la section 7, Chapitre VIII, Titre III, Livre II du Code.
- Le mobilier à la charge du concepteur (précisé dans le Programme Technique Détaillé et sur les fiches de spécifications techniques annexées).

En revanche, ne sont pas compris dans l'estimation prévisionnelle du coût des travaux :

- La Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA).
- Les honoraires de Maîtrise d'œuvre.

- Les dépenses d'exécution d'œuvre d'art confiée à un artiste ou à un maître.
- Les honoraires du contrôle technique, de l'OPC, du CSPS, du CSSI, etc...
- Les frais de police d'assurance « Dommages – Ouvrage » et « Tous Risques Chantier »
- Les équipements mobiliers, sauf ceux décrits dans le programme.

## **5.2. MODIFICATIONS DU PROJET OU DU COÛT EN PHASE ÉTUDES**

### **a) Classement des modifications en phases études postérieures à l'APD**

Lors des études postérieures à l'APD, des modifications dans la consistance du projet ou du coût prévisionnel sont classées par le maître d'ouvrage dans l'une des quatre catégories ci-après :

Catégorie 1 - Modifications apportées à la consistance du projet à l'initiative du maître d'œuvre dans les cas suivants :

-Par suite d'imprévisions ou d'imprécisions dans ses études dans le but d'améliorer le rapport qualité prix des prestations dans le respect du programme.

-Par suite d'études complémentaires ou modificatives entraînées par les remarques formulées par le contrôleur technique ou le coordonnateur en matière de sécurité des travailleurs et protection de la santé.

-Par suite d'études complémentaires ou modificatives entraînées par un refus ou des réserves formulées par les organismes consultatifs, réglementaires ou de tutelle.

-Par suite de l'adaptation du projet aux variantes présentées par les entreprises, respectant les exigences du dossier de la consultation, et acceptées par la maîtrise d'ouvrage.

Catégorie 2 - Modifications apportées à la consistance du projet résultant de modifications du programme. Ces modifications sont demandées par le maître d'ouvrage.

Catégorie 3 - Modifications apportées à la consistance du projet qui s'imposent au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre (par suite d'un changement de réglementation ou d'aléas imprévisible, par exemple).

Catégorie 4 – Modifications du coût prévisionnel sans modification de la consistance du projet (par exemple variation du coût après variation brutale de prix d'un matériau ou équipement).

### **b) Incidences des modifications sur le coût prévisionnel des travaux**

Catégorie 1 : l'incidence financière des modifications de catégorie 1 ne peut en aucun cas donner droit, ni à une modification du coût prévisionnel contractuel (C) ni à une augmentation de la rémunération du maître d'œuvre (bien que les travaux ne puissent être exécutés qu'après accord du maître d'ouvrage).

Catégories 2 et 3 : lorsque des modifications interviennent lors des études, leur coût est évalué par le maître d'œuvre aux conditions économiques du mois M0 du marché concerné.

L'incidence financière des modifications de catégories 2 et 3 est répercutée dans le coût prévisionnel contractuel (C). La rémunération du maître d'œuvre est corrigée en conséquence par le biais d'un avenant.

Catégorie 4 : l'incidence financière des modifications de catégorie 4 n'est pas répercutée dans le coût prévisionnel contractuel, la rémunération du maître d'œuvre n'est pas modifiée. Toutefois pour l'application des dispositions de l'article 21.1 du CCAG-MOE concernant le calcul d'une éventuelle pénalité, le coût total

constaté à l'issue de la consultation des entreprises de travaux est corrigé de façon à ce que les conséquences financières des modifications de catégorie 4 sur ce coût soient annulées.

Toutefois les dispositions de l'alinéa précédent ne font pas obstacle à l'application des clauses réglementaires et contractuelles pouvant conduire à une demande d'adaptation des études sans rémunération supplémentaire dans le but de rétablir la cohérence entre le coût prévisionnel (C) et le coût constaté.

### **c) Incidence des modifications sur le forfait de rémunération du maître d'œuvre**

En application des dispositions du Code de la commande publique et de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé, les modifications du forfait de rémunération du maître d'œuvre résultant des dispositions du présent article feront l'objet d'un avenant après négociation entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre.

### **d) Incidence du résultat des négociations des marchés de travaux sur le forfait de maîtrise d'œuvre**

La négociation avec les entreprises de travaux ayant répondu à la consultation fait partie intégrante de la mission du maître d'œuvre. Ce dernier ne pourra donc pas prétendre à une prime résultant de la négociation positive pour le maître d'ouvrage ou à une rémunération complémentaire en cas de consultation infructueuse ou de négociations multiples.

## **5.3. CONDITIONS ÉCONOMIQUES DE L'ÉTABLISSEMENT**

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0 (M0 Travaux) tel que défini dans le Programme Technique Détaillé.

## **5.4. TOLÉRANCE SUR LE COÛT PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX**

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5%, au-delà duquel les dispositions de l'article 5.5 relatif aux pénalités et engagements du maître d'œuvre seront applicables.

## **5.5. SEUIL DE TOLÉRANCE**

Le seuil de tolérance est défini comme étant égal au coût prévisionnel des travaux, majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article 5.4.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet conçu excède le seuil de tolérance, avant même de connaître les résultats de la consultation en vue de la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre est tenu, à la demande du maître d'ouvrage, de reprendre gratuitement ses études, afin de rétablir la conformité du projet avec le budget alloué.

## **5.6. MODIFICATIONS DE PROGRAMME ET INCIDENCE SUR LE FORFAIT DE RÉMUNÉRATION**

Si en cours d'exécution du marché, et postérieurement à l'engagement décrit au paragraphe précédent, le maître d'ouvrage décide des modifications de programme, conduisant à des modifications importantes dans la consistance du projet, leur incidence financière sur l'estimation prévisionnelle des travaux doit être chiffrée et l'engagement est alors modifié par avenant.

À ce titre, les observations formulées par le maître d'ouvrage aux différents stades des études ne sont pas considérées comme des modifications du maître d'ouvrage. Il en sera de même pour les modifications du projet suite à des observations formulées par des tiers et acceptées par le maître d'ouvrage tels que : le contrôleur technique, l'architecte des Bâtiments de France, (...).

Ne sont pas non plus considérées comme des modifications de programme les ajustements suivants :

- Soit des précisions d'exigences du programme susceptibles d'être exprimées par le maître d'ouvrage.
- Soit du choix des échantillons ou de produits présentés à l'acceptation du maître d'ouvrage.
- Soit de mise au point des ouvrages témoins.
- Soit des modifications de distributions partielles dans un secteur afin d'améliorer l'exploitation d'un service à périmètre équivalent.

Le maître d'œuvre devra dès lors fournir les études, plans, dossiers et prestations correspondants sans augmentation de son forfait de rémunération.

## **5.7. COÛT DE RÉFÉRENCE DES TRAVAUX**

Dès lors que le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût total des travaux en valeur « M0 travaux », tel qu'il résulte de la consultation (coût de référence).

Ce coût est obtenu en multipliant le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme « économiquement les plus avantageuses » pour le maître d'ouvrage, par un coefficient d'actualisation égal au rapport de l'index BT01 (catégorie bâtiment) pris respectivement au mois M0 des offres travaux ci-dessus et au mois « M0 travaux » de référence. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût excède le seuil de tolérance, le maître d'ouvrage se réserve la faculté de déclarer la consultation infructueuse. Le maître d'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, afin d'élaborer un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de deux (2) semaines suivant la réunion de la commission Consultative des Marchés.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un nouveau délai de deux (2) semaines à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle procédure de mise concurrence ou l'engagement d'une nouvelle négociation. L'établissement de ce nouveau dossier ne donne lieu à aucune rémunération complémentaire pour le maître d'œuvre.

Respect de l'engagement du maître d'œuvre : le respect de l'engagement du maître d'œuvre s'apprécie sur le coût total de référence des travaux, et non lot par lot.

Lorsque le coût de référence est inférieur au coût de prévisionnel minoré du seuil de tolérance définit ci-dessus, le pouvoir adjudicateur dispose de deux options :

- Soit accepter l'offre ou les offres des entreprises. Dans ce cas, les parties conviennent de modifier la rémunération définitive par avenant de la façon suivante :

Le taux de rémunération est par défaut le taux initial de l'acte d'engagement.

Montant définitif de la rémunération = (maxi entre « coût de référence des travaux accepté du pouvoir adjudicateur » et « enveloppe financière » x taux de rémunération.)

- Soit demander à la maîtrise d'œuvre une reprise partielle des études afin d'adapter le projet, dans le respect des données, contraintes et exigences du programme, de manière à ne pas dépasser le coût prévisionnel ou l'enveloppe financière allouée à l'opération.

Conformément aux principes définis par la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 (loi MOP), cette reprise des études s'effectue sans rémunération supplémentaire, dès lors qu'elle vise à assurer la conformité du projet aux objectifs de coût fixés contractuellement par le maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de dix (10) jours ouvrés suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de l'accusé de réception de cette acceptation, puis assurer la mission d'assistance à la passation des contrats de travaux.

## **ARTICLE 6. EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE, APRÈS PASSATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX**

---

### **6.1. COÛT DE RÉALISATION DES TRAVAUX**

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte de contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans les documents ayant servi de base à la consultation des entreprises, l'intégralité des travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

### **6.2. CONDITIONS ÉCONOMIQUES D'ÉTABLISSEMENT**

Le coût de réalisation des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois M0, correspondant au mois de remise de l'(ou des) offre(s) ayant permis la passation des marchés de travaux.

### **6.3. TOLÉRANCE SUR LE COÛT DE RÉALISATION DES TRAVAUX**

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance fixé à 5%.

### **6.4. SEUIL DE TOLÉRANCE SUR LE COÛT DE RÉALISATION DES TRAVAUX**

Le seuil de tolérance est défini comme étant égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance mentionné à l'article 6.3.

### **6.5. COMPARAISON ENTRE COÛT CONSTATÉ ET SEUIL DE TOLÉRANCE**

Le coût constaté, déterminé par le maître d'ouvrage après l'achèvement de l'ouvrage, correspond au montant, en valeur de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés, avenants et commandes hors marché relatifs à l'opération, hors révisions de prix.

Ce coût est ramené en valeur « M0 travaux » au moyen de l'indice BT01 (cf. article 6.2).

Les modifications dans les travaux à exécuter ou exécutés, engagées après la signature des marchés de travaux, sont classées en trois catégories selon leur origine :

- a) Modifications dans la consistance du projet résultant d'exigences nouvelles du maître d'ouvrage ou de variante exprimées par le maître d'œuvre validée par le maître d'ouvrage.
- b) Modifications imprévisibles et qui s'imposent au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, par exemple par suite d'un changement de réglementation, ou de la défaillance technique ou économique d'une entreprise, etc...
- c) Modifications dans la consistance du projet apportées par le maître d'œuvre par suite d'erreurs ou d'imprévisions dans ses études, ou dans la conduite des travaux.

L'incidence totale des modifications relevant de la catégorie a) sera calculée par addition des travaux supplémentaires, auxquels peuvent être soustraits les travaux supprimés, sous réserve que ces suppressions entraînent une reprise importante des dossiers. Le forfait de rémunération peut être majoré par avenant pour prendre en compte les études supplémentaires du concepteur rendues nécessaires du fait de ces modifications. La rémunération supplémentaire ne sera pas systématique mais devra être justifiée et sera négociée.

Les modifications relevant de la catégorie b) n'ouvrent pas droit de manière automatique à modification du forfait de rémunération, et seront débattues sur la base des justifications apportées par le maître d'œuvre sur leur incidence sur ses prestations. Dans l'hypothèse où il est établi que ces modifications induisent un travail supplémentaire pour le maître d'œuvre, son forfait de rémunération sera augmenté à juste proportion.

Seules les modifications relevant de la catégorie c) seront prises en compte pour le calcul du coût constaté soumis à pénalités pour dépassement du seuil de tolérance. Toutefois, ne sont pas comptabilisées dans cette évaluation, les travaux ayant donné lieu à indemnisation du maître d'ouvrage par l'assurance professionnelle des concepteurs. Les modifications relevant de la catégorie c) ne donnent pas lieu à une augmentation du forfait de rémunération du maître d'œuvre.

#### **6.6. PÉNALITÉS POUR DÉPASSEMENT DU SEUIL DE TOLÉRANCE**

Lorsque le coût constaté des travaux, exprimé en valeur « M0 travaux » (marché de travaux et modifications de catégorie c) est supérieur au coût de référence majoré de son seuil de tolérance tel que défini à l'article 6.3, le maître d'œuvre supportera une pénalité égale à 10 % de la différence entre :

- Le coût constaté ;
- et le coût de réalisation initial (article 6.1) augmenté du taux de tolérance.

Toutefois, le montant de cette pénalité est plafonné à 15% de la rémunération du maître d'œuvre afférente aux éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

#### **6.7. MODIFICATIONS DU PROJET OU DU COÛT EN PHASE TRAVAUX**

##### *a) Classement des modifications en phase travaux*

Lors de l'exécution des travaux, les modifications dans la consistance du projet ou du coût de réalisation sont classées par le maître d'ouvrage dans l'une des quatre catégories suivantes :

**Catégorie 1** - Modifications dans la consistance du projet apportées par le maître d'œuvre en cours de conception, notamment :

- Imprécisions ou imprévisions dans ses études,
- Amélioration du rapport qualité/prix dans le respect du programme,
- Par suite d'études ou observations du contrôleur technique ou du coordonnateur SPS en matière de sécurité des travailleurs et protection de la santé.



- Travaux indispensables à la réalisation de l'ouvrage notamment vis-à-vis de la réglementation concernant la sécurité contre l'incendie, même non explicitement demandé par le maître d'ouvrage
- En cas de retard dans l'exécution des travaux, même par insuffisance des entrepreneurs.

**Catégorie 2** - Modifications dans la consistance du projet résultant de modifications du programme. Ces modifications sont demandées par le maître d'ouvrage.

**Catégorie 3** - Modifications dans la consistance du projet qui s'imposent au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre (par suite d'un changement de réglementation ou d'aléas imprévisible, par exemple).

**Catégorie 4** - Modifications du coût prévisionnel sans modification de la consistance du projet (par exemple variation du coût après variation brutale de prix d'un matériau ou équipement).

*b) Incidence des modifications sur le coût des offres de travaux réajusté*

**Catégorie 1**

L'incidence financière des modifications de catégorie 1 ne peut en aucun cas donner droit à une modification du coût des offres de travaux réajusté ni à une augmentation de la rémunération du maître d'œuvre (bien que les travaux soient exécutés après accord du maître d'ouvrage).

**Catégories 2 et 3**

Le coût de ces modifications est évalué par le maître d'ouvrage à partir des devis des entreprises, vérifié et si nécessaire corrigé par le maître d'œuvre, puis ajusté aux conditions économiques du coût de réalisation contractuel des travaux.

L'incidence financière des modifications de catégories 2 et 3 est répercutée dans le coût des offres de travaux réajusté. La rémunération du maître d'œuvre est corrigée en conséquence.

**Catégorie 4**

L'incidence financière des modifications de catégorie 4 n'est pas répercutée dans le coût des offres de travaux réajusté, la rémunération du maître d'œuvre n'est pas modifiée, toutefois le coût total définitif des travaux constatés en fin d'opération est corrigé de façon à ce que les conséquences financières des modifications de catégorie 4 sur ce coût soient annulées.

*c) Incidence des modifications sur le coût des offres de travaux réajusté et sur le forfait de rémunération du maître d'œuvre*

Les modifications du forfait de rémunération du maître d'œuvre résultant des dispositions du présent article feront l'objet d'un avenant après négociation entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage ne pourra prétendre à une modification de son forfait qu'à partir du moment où le coût constaté (CC) après achèvement de l'ouvrage sera connu.

En cas de modification postérieure au démarrage des travaux, le forfait de rémunération est ajusté à la hausse ou à la baisse, en déterminant le montant des éléments ou parties d'éléments de mission restant à accomplir. Dans ce cas, le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre un programme modificatif ; ce dernier soumet pour validation au maître d'ouvrage l'incidence financière sous forme de Fiches de Travaux Modificatifs (FTM).

*d) Rémunération des fiches de travaux modificatifs sans incidence financière*

Le maître d'œuvre ne pourra prétendre à une rémunération complémentaire pour les FTM n'entraînant aucune incidence financière pour le maître d'ouvrage.



#### *e) Rémunération de l'OPC en cas de prolongation de chantier*

L'augmentation de la durée d'exécution des travaux, pour quelque cause que ce soit, ne donne lieu à aucune modification du forfait de rémunération de la mission OPC, lorsque cette augmentation est inférieure ou égale à 20% de la durée d'exécution initialement prévue.

Si la prolongation dépasse ce seuil de 20% et qu'elle résulte de causes totalement étrangères au maître d'œuvre, ce dernier peut solliciter une révision de sa rémunération. Dans ce cas, seuls les mois supplémentaires de chantier excédant la variation de 20% seront pris en compte pour le calcul d'un nouveau forfait.

La fixation du nouveau forfait donne lieu à la signature d'un avenant.

### **6.8. MESURES CONSERVATOIRES**

En cours d'exécution des travaux, si le coût de réalisation des ouvrages, majoré du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs), dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 6.4, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'appliquer des retenues intermédiaires. Ces retenues pourront être fractionnées et appliquées aux décomptes relatifs aux éléments de mission précédemment cités.

### **6.9. ORDRES DE SERVICE DES TRAVAUX**

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET), le maître d'œuvre est chargé d'émettre l'ensemble des ordres de service destinés à l'entrepreneur.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés, adressés à l'entrepreneur dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

La carence constatée du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service l'expose à l'application d'une pénalité dont le taux, par jour de retard - compris entre la date où l'ordre de service aurait dû être délivré et celle où il l'a réellement été, y compris les dimanches et jours fériés - est fixée à 150€ nets par jour de retard calendaire.

Cependant, en aucun cas, le maître d'œuvre ne pourra notifier, sans accord écrit préalable du maître d'ouvrage, manifesté par une contresignature sur l'ordre de service, les ordres de services suivants :

- ▶ Notification de la date de commencement des travaux et de la période de préparation (art. 19.1.1 CCAG Travaux)
- ▶ Affermissement d'une tranche conditionnelle
- ▶ Notification de modifications de la masse des travaux, d'augmentation du montant des travaux, prix nouveaux (OS délivrés en application des articles 14 à 17 du CCAG Travaux)
- ▶ Prolongation des délais d'exécution (art. 19.2 du CCAG Travaux)
- ▶ Ajournement ou interruption des travaux (art. 49 du CCAG Travaux)

Il est rappelé que toute modification dans la masse des travaux doit faire l'objet d'un accord du maître d'ouvrage préalablement à l'exécution des prestations concernées.

La responsabilité du maître d'œuvre sera pleinement engagée quant à toutes conséquences de l'émission d'un ordre de service en infraction avec les stipulations du présent article, notamment quant aux conséquences onéreuses sur l'exécution des marchés publics de travaux.

Le maître d'œuvre établit, sur la base de modèles transmis par le maître d'ouvrage, les avenants aux marchés de travaux accompagnés des devis correspondants et des pièces nécessaires à assurer la traçabilité de l'opération (dont le rapport technique circonstancié).

Le maître d'œuvre est également chargé d'établir, et de soumettre à la signature du maître d'ouvrage les courriers et mises en demeure prévus au CCAG Travaux et du présent CCAP, ainsi que les déclarations de sinistre nécessaires à la mise en œuvre des assurances souscrites par le maître d'ouvrage pour la réalisation de l'opération (assurances Dommages Ouvrages, Tous Risques Chantiers...).

#### **6.10. PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL**

Conformément à l'article 6 du CCAG-MOE, le titulaire assure les responsabilités qui lui incombent, au titre de la réglementation en vigueur, en matière de protection de la main-d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

La coordination en matière d'hygiène et de sécurité est prévue dans les conditions précisées à l'article 1.9.3 correspondant du présent CCAP.

En application des articles R.4532-1 et suivants du Code du travail, le maître d'œuvre veille à intégrer l'ensemble des mesures relevant des obligations du maître d'ouvrage en matière de sécurité et de santé au travail.

À ce titre, il est notamment chargé de :

- Rédiger une notice de sécurité regroupant l'ensemble des données susceptibles d'avoir une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs appelés à intervenir sur le chantier.
- Collaborer à la mise en œuvre des obligations relatives à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.
- Fournir au maître d'ouvrage tous les documents nécessaires à l'exercice de sa mission.

Le maître d'œuvre applique les principes généraux de prévention définis aux points a), b), c), d), e), f) et h) du II de l'article L.4121-2 du Code du travail.

L'intervention éventuelle du maître d'ouvrage ou de son conseil en matière de sécurité et de protection de la santé ne diminue en rien la portée des obligations qui incombent au maître d'œuvre.

#### **6.11. SUIVI DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX**

Conformément aux dispositions du présent CCAP, la direction de l'exécution des travaux relève de la responsabilité exclusive du maître d'œuvre qui est l'interlocuteur unique des entreprises et le garant du respect des stipulations contractuelles des marchés de travaux.

Les modalités de présence de la Maîtrise d'Œuvre sur le chantier sont précisées au CCTP ; toutefois, il est précisé que le maître d'œuvre mandataire commun du groupement ou l'architecte associé à l'équipe et désigné pour réaliser le chantier, est tenu d'assurer lui-même la direction de l'exécution des travaux. En outre, il a l'obligation de se faire assister aux réunions de chantier hebdomadaires par au moins un représentant du ou des bureaux d'études.

Le maître d'œuvre propose à l'agrément du maître d'ouvrage, curriculum vitae à l'appui, les noms des collaborateurs appelés à intervenir à ses côtés pour le suivi du chantier.

Il ne pourra déléguer sa participation physique aux réunions de chantier qu'avec l'accord écrit préalable du maître d'ouvrage sur l'identité de son représentant. Même en cas de délégation, le maître d'œuvre devra obligatoirement être présent :

- À une réunion de chantier par mois.
- Aux visites de chantiers programmées par le maître d'ouvrage, son représentant agréé devant lui-même être présent aux visites inopinées, à condition d'en être avisé vingt-quatre heures (24) à l'avance.
- Aux opérations de réception des travaux.
- Aux réunions de coordination mensuelles entre maîtrise d'œuvre et maîtrise d'ouvrage.

Un journal de chantier sera ouvert pour y consigner les visites et constatations du maître d'œuvre.

Le non-respect des obligations prévues au présent article pourra entraîner, sans mise en demeure préalable, et sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-MOE, à une pénalité forfaitaire de 200€ par infraction constatée.

#### **6.12. UTILISATION DES RÉSULTATS**

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats, précisant les droits respectifs du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, est l'option A telle que définie aux articles 24.2 à 24.7 du CCAG-MOE.

#### **6.13. ARRÊT DE L'EXÉCUTION DE LA PRESTATION**

Le maître d'ouvrage se réserve la faculté d'interrompre ou de mettre fin à l'exécution des prestations à l'issue de chacune des phases techniques (éléments de mission) définies dans le présent CCAP.

Cette décision sera notifiée par écrit au titulaire et prise conformément aux dispositions de l'article 11.5 du CCAG MOE ainsi qu'aux articles R2194-29 et R2194-30 du Code de la Commande Publique.

#### **6.14. ACHÈVEMENT DE LA MISSION**

La mission du maître d'œuvre s'achève à la plus tardive des dates suivantes :

- À l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, prévu à l'article 44 du CCAG applicable aux marchés de travaux, éventuellement prolongé conformément à l'article 44.2 du même CCAG.
- À la levée de la dernière réserve émise lors des opérations de réception.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie, sur demande du maître d'œuvre, par le maître d'ouvrage, constatant que le titulaire a rempli l'ensemble de ses obligations contractuelles. Cette décision, quels qu'en soient la teneur et la forme, n'empêche en aucun cas renonciation du maître d'ouvrage à d'éventuelles actions en responsabilité, notamment sur le fondement des articles 1792 et suivants du Code civil ou de tout autre fondement légal, réglementaire, jurisprudentiel ou contractuel.

#### **6.15. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Les droits patrimoniaux afférents aux études, plans, maquettes, dossiers techniques et logiciels réalisés dans le cadre du marché sont cédés de plein droit au maître d'ouvrage, pour l'usage et la durée nécessaires à l'exploitation, la maintenance, la modification et la réhabilitation de l'ouvrage.

Le titulaire conserve la propriété des méthodes, savoir-faire et éléments standards préexistants.

## **6.16. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Le titulaire s'engage à intégrer les exigences environnementales dans l'exécution de sa mission, notamment :

- limiter les impacts environnementaux liés aux travaux et au chantier ;
- favoriser l'utilisation de matériaux durables et, lorsque possible, biosourcés ;
- prévoir des dispositions pour la gestion et la traçabilité des déchets ;
- proposer des solutions en faveur de la performance énergétique et de la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>.

## **ARTICLE 7. RÉSILIATION DU MARCHÉ – CLAUSES DIVERSES**

---

### **7.1. RÉSILIATION DU MARCHÉ**

Il sera fait application, le cas échéant, des articles 27 à 34 inclus du CCAG-MOE, sous réserve des précisions suivantes.

### **7.2. RÉSILIATION DU FAIT DU MAÎTRE D'OUVRAGE**

Pour l'application de l'article 31 du CCAG-MOE, les parties conviennent que pourront être considérées comme motifs d'intérêt général justifiant la résiliation du marché si le maître d'ouvrage le décide, des raisons de financement ou de modification de programme de besoins, sans préjudice des articles 27 à 34.

**Par dérogation aux articles 31 et 32.2.2.4 du CCAG-MOE**, aucune indemnité de résiliation ne sera versée au titulaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, quel qu'en soit le fondement. Cette dérogation est expressément acceptée par le titulaire lors de la remise de son offre.

### **7.3. RÉSILIATION DU MARCHÉ AUX TORTS DU MAÎTRE D'ŒUVRE OU CAS PARTICULIERS**

Il sera fait application de l'article 30 du CCAG-MOE.

**Par dérogation à l'article 3.5 du CCAG-MOE** : dans le cas particulier où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, le maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire. Si cette mise en demeure reste sans effet, le maître d'ouvrage invite les prestataires groupés à désigner, dans un délai de dix (10) jours ouvrés, un autre mandataire parmi les autres membres du groupement. Cette substitution fait l'objet d'un avenant. À défaut, et à l'issue d'un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification de la mise en demeure par le maître d'ouvrage d'y procéder, le marché peut être résilié aux torts du groupement, dans les conditions prévues à l'article 7.4 (cette résiliation est opérée sans mise en demeure préalable).

**Par dérogation à l'article 29.1 du CCAG-MOE** : le marché pourra être résilié dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 5.5 du présent CCAP ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

### **7.4. CONSÉQUENCES DE LA RÉSILIATION**

En cas de résiliation dans les conditions visées à l'article 7.3 du présent CCAP et à l'article 30 du CCAG-MOE, il pourra être fait application des dispositions de l'article 34 du CCAG-MOE.

Le Maître d'œuvre ou ses ayants droits s'engagent à remettre au maître d'ouvrage, sans délai et sur tout support utile, l'ensemble des documents en sa possession, nécessaire à la poursuite de la mission interrompue.

#### **7.5. EXÉCUTION PAR DÉFAUT**

- **En cours d'exécution du marché :**

Le pouvoir adjudicateur pourra faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire en cas de défaut ou de mauvaise exécution de sa part, dès lors que la nature de la prestation ne permet aucun retard.

- **Après résiliation prononcée aux torts du titulaire :**

En cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur pourra également faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

Dans ce cas, le titulaire ne pourra participer ni directement, ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques. Il devra néanmoins fournir toutes les informations et moyens nécessaires à la continuité de l'exécution du marché par un tiers désigné par le Pouvoir Adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport au montant du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire sera à sa charge et constituera l'indemnité due au CH.

Toute économie réalisée lors de cette exécution de substitution ne bénéficiera pas au titulaire défaillant.

#### **7.6. ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

Le maître d'ouvrage se réserve la faculté d'interrompre l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques prévues dans le marché subséquent. Cette interruption entraîne la résiliation de plein droit du marché subséquent, sans qu'aucune indemnité ne soit due au titulaire, sous réserve qu'aucune phase suivante n'ait été engagée ni commencée.

Les phases techniques correspondent aux éléments de mission définis et chiffrés dans le marché subséquent.

#### **7.7. REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE**

Tout jugement prononçant le redressement ou la liquidation judiciaire du titulaire doit être immédiatement notifié au pouvoir adjudicateur, ainsi que toute décision susceptible d'affecter l'exécution des marchés subséquents.

**En cas de redressement judiciaire :** le Pouvoir Adjudicateur adressera à l'administrateur judiciaire une mise en demeure de se prononcer sur la poursuite des marchés, conformément à l'article L.622-13 du Code de commerce.

À défaut de réponse positive dans les délais légaux, les marchés subséquents seront résiliés de plein droit.

**En cas de liquidation judiciaire :** les marchés seront résiliés conformément à l'article L.641-11-1 du Code de commerce, sauf décision expresse du liquidateur de poursuivre leur exécution dans le délai imparti.

La résiliation interviendra sans préjudice des indemnités dues, le cas échéant, pour les prestations régulièrement exécutées jusqu'à la date de résiliation.

## **7.8. ASSURANCES**

### **7.8.1 Polices éventuellement souscrites par le maître d'ouvrage**

#### **7.8.1.1 Assurance Tous Risques Chantier**

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de souscrire une police d'assurance "Tous Risques Chantier" (TRC) destinée à couvrir, à concurrence des montants assurés, les coûts de réparation des travaux neufs en cas de dommages matériels les atteignant.

Si cette assurance est souscrite, une notification sera adressée à l'ensemble des intervenants liés au maître d'ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage et impliqués dans la conception, la direction et l'exécution des travaux.

La franchise prévue au contrat TRC sera supportée :

- par l'entreprise responsable du dommage ou dont le corps d'état a été directement affecté ;
- à défaut, en cas de défaillance financière de l'entreprise, par le responsable identifié du sinistre, s'il est distinct ;
- en l'absence d'identification ou de solvabilité des précédents, par le compte prorata du chantier, sous réserve que celui-ci ait été prévu dans les pièces contractuelles.

Cette disposition ne remet pas en cause les obligations d'assurance que chaque intervenant doit souscrire à titre personnel, notamment au titre de la responsabilité civile professionnelle et décennale.

#### **7.8.1.2 Assurance Dommages Ouvrage**

Le maître d'ouvrage souscrit, le cas échéant, une assurance de dommages Ouvrages conformément aux articles L. 242-1 et L. 242-2 du Code des assurances, issus de la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 et complétés par l'ordonnance n° 2005-658 du 8 juin 2005. Le contrat devra respecter les clauses types figurant à l'annexe II de l'article A 243-1 du même code.

#### **7.8.1.3 Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD)**

Pour les opérations dont le montant est supérieur à quinze (15) millions d'euros HT, le maître d'ouvrage se réserve la faculté de souscrire un CCRD avec les franchises suivantes :

- Dix (10) millions d'euros pour les lots de structure et de gros œuvre,
- Six (6) millions d'euros pour les autres lots techniques,
- Trois (3) millions d'euros pour les autres constructeurs.

Ce CCRD garantira également les sous-traitants de tous rangs, avec renonciation de recours de l'assureur. Le maître d'œuvre s'engage irrévocablement à adhérer au CCRD souscrit par le maître d'ouvrage, conformément à l'article L.112-1 du Code des assurances. Le coût de l'adhésion au CCRD ne donnera lieu à aucune facturation complémentaire pour le maître d'ouvrage.

## **7.9. GARANTIE D'ASSURANCE DES INTERVENANTS**

**En dérogation à l'article 9 du CCAG-MOE**, chaque membre de l'équipe de conception et/ou de maîtrise d'œuvre devra justifier, avant le démarrage de la mission, de la souscription de polices d'assurance en cours de validité, auprès d'assureurs notoirement solvables, dans les conditions suivantes.

#### 7.9.1 Responsabilité Civile (en cours de chantier, professionnelle et après livraison)

Le maître d'œuvre et, le cas échéant, ses sous-traitants devront être garantis par une police d'assurance couvrant en conséquences de leur responsabilité civile professionnelle, contractuelle ou délictuelle, en application des articles 1240 et suivants du Code civil, en cas de dommages causés à des tiers, y compris au maître d'ouvrage, à la suite de dommages corporels, matériels ou immatériels, intervenus avant, pendant et après les prestations objet du présent marché, et causés soit par le personnel de l'entreprise, soit par les prestations elles-mêmes.

Cette garantie devra être valable tant avant qu'en cours de travaux et après réception, aussi longtemps que la responsabilité de l'intervenant peut être recherchée.

Pour les chantiers d'un montant inférieur à 15.000.000€ et ne présentant pas de risques aggravés liés à une imbrication complexe dans des existants ou des avoisinants, la garantie avant travaux, en cours de travaux et après réception devra être d'un montant minimum de :

- 3.000.000 € par sinistre et 6.000.000€ par année d'assurance pour les dommages corporels
- Dommages corporels : 10.000.000€ par sinistre
- Dommages matériels : 5.000.000€ par sinistre
- Dommages immatériels consécutifs : 1.500.000€ par sinistre
- Dommages matériels non consécutifs à un dommage corporel et matériel : 300.000€ par sinistre

La garantie devra également inclure les dommages aux existants et les réparations liées à l'effondrement de l'ouvrage en cours de travaux. Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de considérer des montants de garantie présentés de manière différente, à condition qu'ils soient équivalents aux montants minimaux précités.

#### 7.9.2 Responsabilité Décennale

Le titulaire et, le cas échéant, ses sous-traitants doivent être couverts par une police d'assurance garantissant les responsabilités résultant des articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil pendant dix (10) ans.

En cas de travaux sur existant, les garanties doivent impérativement inclure une clause d'extension couvrant les dommages consécutifs aux travaux neufs, affectant les parties anciennes de la construction, conformément à la loi 78-12 du 4 janvier 1978 et aux clauses types figurant à l'annexe I de l'article A 243-1 du Code des assurances.

### 7.10. ATTESTATION D'ASSURANCE

Les attestations d'assurance de responsabilité civile et de responsabilité décennale exigées des intervenants devront être adressées à tout moment de l'exécution des travaux. En cas de non-respect de cette formalité, le marché de l'intervenant pourra être résilié de plein droit à ses torts exclusifs.

L'attestation d'assurance décennale devra :

- Mentionner que la couverture des dommages de nature décennale couvre les travaux de réparation de l'ouvrage, ainsi que des ouvrages existants totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et devenant techniquement indivisibles, conformément à l'article L. 243-1-1 du Code de la sécurité sociale
- Indiquer le montant des garanties complémentaires pour les dommages immatériels et aux existants
- Mentionner les missions garanties, en cohérence avec celles effectivement assumées
- Préciser la période de validité de l'assurance, qui doit inclure la date de la Déclaration d'Ouverture du Chantier à l'administration concernée.

Aucun règlement de situation ou de solde ne pourra être effectué sans présentation d'un certificat d'assurance conforme.



Les attestations produites devront dater de moins de trois mois et être émises par la compagnie d'assurance sur son papier à en-tête. L'attestation de Responsabilité Civile devra préciser que l'assuré est à jour de ses primes.

#### **7.11. ABSENCE OU INSUFFISANCE DE GARANTIE**

Toute surprime appliquée par l'assureur Dommages Ouvrage en raison de l'absence ou de l'insuffisance d'assurance d'un membre de l'équipe de conception ou de maîtrise d'œuvre, ou du fait de l'utilisation d'une technique particulière, ou pour toute autre cause, sera automatiquement mise à la charge du membre défaillant. Chacun des membres de l'équipe de conception et de maîtrise d'œuvre s'engage à rembourser au maître d'ouvrage la surprime due dès que la notification lui en est faite par ce dernier.

La souscription d'un contrat d'assurance par le maître d'ouvrage ne dégage en aucun cas les intervenants de leurs obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage, de leurs cocontractants et des tiers. Ils demeurent tenus de garantir le maître d'ouvrage contre toute recherche en responsabilité ou tout dommage de leur fait, y compris après la réception des travaux, et s'engagent à répercuter l'ensemble des obligations d'assurance sur l'ensemble de ses sous-traitants, à tous les niveaux.

#### **7.12. PROBITÉ**

Le titulaire s'engage à respecter les obligations de probité prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la commande publique. Tout manquement avéré (corruption, entente, favoritisme) pourra entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire, sans indemnité.

#### **7.13. RÈGLEMENT DES LITIGES**

En cas de différend relatif à l'exécution du marché, les parties s'efforceront de régler le litige à l'amiable. À défaut d'accord dans un délai de trente (30) jours suivant la notification écrite du différend, celui-ci pourra être porté devant le tribunal administratif territorialement compétent.

### **ARTICLE 8. CLAUSES COMPLÉMENTAIRES**

---

#### **8.1. CONDUITE DES PRESTATIONS DANS UN GROUPEMENT**

La bonne exécution des prestations dépendant principalement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement, formant ensemble le groupement titulaire du marché, les dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-MOE s'appliquent à l'ensemble des membres du groupement. Ces derniers désigneront les personnes nommément responsables, conformément aux engagements pris dans leur offre.

#### **8.2 SAISIE-ATTRIBUTION**

En cas de conclusion d'un marché avec un groupement de cotraitants solidaires, le comptable assignataire du marché, auprès duquel serait pratiquée la saisie-attribution du chef de marché ou de l'un des cotraitants, effectuera une retenue sur les prochains mandats de paiement émis au titre du marché. Cette somme sera intégralement attribuée au créancier saisissant.

#### **8.3. PROTECTION DES DONNÉES ET CONFIDENTIALITÉ**

Le titulaire est tenu à une obligation stricte de confidentialité concernant toutes les informations, données, études et documents portés à sa connaissance dans le cadre du marché.

Lorsque ces informations comportent des données à caractère personnel, le titulaire s'engage à respecter les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 (RGPD) et de la loi Informatique et Libertés modifiée.  
Le maître d'ouvrage demeure responsable du traitement.

## ARTICLE 9. DÉROGATIONS AUX CCAG

---

Conformément à l'article R.2112-2 du CCP, les stipulations du présent CCAP dérogent aux articles suivants du CCAG-MOE ou au CCAG Travaux. Ces dérogations prévalent sur toute stipulation contraire.

<u>Article du CCAP</u>	<u>Article du CCAG auquel il est dérogé</u>	<u>CCAG</u>
1.7.2.2	3.5	MOE
3.2.	9.1 & 9.2	MOE
3.4.	10.2 & 10.3	MOE
3.5.	2 & 3	MOE
3.11.4	11.3	MOE
3.11.5	11.3	MOE
3.11.10	11	MOE
3.11.11	11.8	MOE
4.1.2.1	20.4.2	MOE
4.1.2.3	20.2	MOE
4.1.2.3	20.3	MOE
4.1.2.3	21	MOE
4.1.2.4	3.8.3	MOE
4.1.2.4	29.2	MOE
4.1.2.5	15.3.3	MOE
4.4	41.1	TRAVAUX
4.4	41.3	TRAVAUX
4.5	14.4 & 14.5	TRAVAUX
4.7	14.1	TRAVAUX
7;2	31 & 32.2.2.4	MOE
7.3	3.5	MOE
7.3	29.1	MOE
7.9	9	MOE

Fin de document.